

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES PORTENT LEURS FRUITS

Le FMI salue les avancées de l'Algérie

À l'issue de sa mission de consultations au titre de l'article IV, effectuée à Alger du 16 au 30 juin 2026, le Fonds monétaire international (FMI) dresse un constat globalement positif sur la situation économique de l'Algérie. Si l'institution internationale insiste sur la nécessité de poursuivre les réformes afin de renforcer la résilience de l'économie face aux chocs extérieurs, elle salue également les progrès réalisés ces dernières années en matière de diversification économique, de gouvernance financière et de stabilité macroéconomique. Avec ce constat, le FMI délivre un satisfecit à l'Algérie. P 3

PLUS DE 2,45 MILLIONS DE
PERSONNES PHYSIQUES
RECENSÉES FIN 2023

**Le commerce
demeure le principal
moteur de l'activité**

Le tissu des entreprises individuelles en Algérie poursuit sa progression, bien qu'à un rythme modéré. Selon la dernière note de l'Office national des statistiques (ONS) consacrée au répertoire des agents économiques et sociaux – personnes physiques –, le pays comptait, au 31 décembre 2023, un total de 2.451.550 personnes physiques dotées d'un Numéro d'identification statistique (NIS), soit 31.031 entités supplémentaires par rapport à l'année précédente, correspondant à une croissance annuelle de 1,28 %.

P 2

ORIENTATION
UNIVERSITAIRE 2026
**Les principales
nouvelautés**

À l'occasion du lancement de la campagne d'orientation et d'inscription des nouveaux bacheliers de la session 2026, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) dévoile une circulaire profondément renouvelée. Placée sous le signe de la transformation numérique et de l'adaptation aux besoins de l'économie nationale, cette réforme s'inscrit dans la vision stratégique du président de la République pour la période 2024-2029, avec pour objectif de bâtir une université de quatrième génération, plus ouverte, plus flexible et tournée vers la souveraineté technologique.

P 5

RESSOURCES EN EAU
**L'Algérie mise sur
l'interconnexion des
systèmes
hydrauliques**

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a souligné hier, depuis Djelfa, que la vision prospective de son département ministériel réside dans l'interconnexion de tous les systèmes hydrauliques à l'échelle nationale, dans le but d'assurer la durabilité des ressources en eau et de les préserver pour les générations futures.

P 5



AUTOROUTE EST-OUEST
**L'Algérienne des Autoroutes
intensifie les travaux de
maintenance** P 4

GAZ NATUREL
**L'AIE prévoit un recul
de la demande mondiale
en 2026** P 3

MARCHÉ DES PNEUMATIQUES
**Naftal renforce
son dispositif
d'approvisionnement** P 5

SAISON ESTIVALE/ACCIDENTS DE LA ROUTE

Lancement aujourd'hui d'une campagne de sensibilisation

Une campagne nationale de sensibilisation à la prévention des accidents de la route durant la saison estivale sera lancée, mercredi, et s'étendra jusqu'à la fin du mois d'août, indique le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports dans un communiqué.

La campagne, organisée par la Délégation nationale à la sécurité routière (DNSR), se déroulera sous le slogan "Pendant les vacances : ma conduite sûre...protège ma famille", et se poursuivra jusqu'au 31 août prochain, une période qui enregistre un pic des accidents de la route, coïncidant avec la saison des vacances, selon la même source. Les statistiques de la DNSR font état de 7.430 accidents à travers le territoire national durant la précédente saison estivale, ayant fait 1.131 morts et 10.694 blessés. Ces chiffres représentent une hausse de 5,09% du nombre d'accidents, de 6,43% du nombre de blessés, tandis que l'indicateur des décès a enregistré une baisse de 2,42%, a rappelé le ministère.

Le programme de la campagne de sensibilisation prévoit des activités de proximité de sensibilisation et d'information destinées au profit des différentes catégories des usagers de la route, ainsi que l'organisation d'une caravane de sensibilisation qui sillonnera 6 wilayas côtières, à savoir Tipaza, Alger, Bejaïa, Skikda, Oran et Tizi Ouzou.

La wilaya de Tipaza abritera la cérémonie du lancement officiel de cette campagne au niveau de la place des martyrs, et ce à travers l'organisation de portes ouvertes sur la sécurité routière, à partir de 10h00, sous le patronage du wali de la wilaya et avec la participation de tous les partenaires, notamment les représentants des instances actives dans le domaine, comme le commandement de la Gendarmerie nationale (GN), la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), la Direction générale de la Protection civile (DGPC), ainsi que les représentants de la société civile.

Quant au niveau local, toutes les délégations de wilaya de la sécurité routière ont tracé un programme de sensibilisation, en prenant en considération les spécificités de l'environnement routier de chaque wilaya, ajoute le communiqué.

Cette campagne de sensibilisation est organisée pour la deuxième année consécutive, en partenariat entre la DNSR et Sonatrach, en application de l'accord de coopération conclu entre les deux parties.

R E/APS

PLUS DE 2,45 MILLIONS DE PERSONNES PHYSIQUES RECENSÉES FIN 2023

Le commerce demeure le principal moteur de l'activité

Le tissu des entreprises individuelles en Algérie poursuit sa progression, bien qu'à un rythme modéré. Selon la dernière note de l'Office national des statistiques (ONS) consacrée au répertoire des agents économiques et sociaux – personnes physiques –, le pays comptait, au 31 décembre 2023, un total de 2.451.550 personnes physiques dotées d'un Numéro d'identification statistique (NIS), soit 31.031 entités supplémentaires par rapport à l'année précédente, correspondant à une croissance annuelle de 1,28 %.

Synthèse Zahir R.

Le répertoire englobe l'ensemble des entreprises individuelles exerçant dans les différents secteurs d'activité, qu'il s'agisse des commerçants, artisans, agriculteurs, professions libérales ou encore des industriels répartis sur l'ensemble du territoire national. L'évolution observée en 2023 confirme la poursuite de la dynamique entrepreneuriale, même si celle-ci apparaît moins soutenue que lors des années précédentes. La structure sectorielle des entreprises individuelles reste marquée par une forte concentration dans les activités commerciales. Avec 1.174.507 opérateurs, le secteur du commerce et de la réparation d'automobiles et de motocycles représente à lui seul 47,91 % de l'ensemble des personnes physiques enregistrées. Le transport et l'entreposage occupent la deuxième place avec 340.990 entités (13,91 %), suivis par l'industrie manufacturière qui regroupe 218.195 entreprises individuelles (8,90 %) et le secteur de la construction avec 202.124 unités (8,24 %). À eux seuls, ces quatre secteurs concentrent près de 79 % des personnes physiques inscrites au répertoire national, traduisant une forte prédominance des activités liées au commerce, aux services logistiques et aux métiers du bâtiment.

Une présence féminine encore limitée mais en progression

L'ONS relève également une légère amélioration de la représentation des femmes parmi les entrepreneurs individuels. Les femmes totalisent 263.743 personnes physiques, soit 10,76 % du total, contre 89,24 % pour les hommes, qui demeurent très largement majoritaires avec 2.187.807 inscrits. L'évolution annuelle apparaît toutefois plus favorable aux femmes, dont les effectifs ont progressé de 1,79 % entre 2022 et 2023, contre 1,22 % pour les hommes, signe d'une participation féminine qui continue de gagner progressivement du terrain dans le paysage entrepreneurial national.

L'analyse démographique montre que le profil de l'entrepreneur individuel reste relativement âgé. Les personnes de 60 ans et plus constituent la tranche la plus importante avec 694.312 inscrits, représentant 28,32 % du total. Elles sont suivies par les 40-49 ans (638.448 personnes, soit 26,04 %) puis les 50-59 ans (570.867 personnes, soit 23,29 %). Les entrepreneurs âgés de 30 à 39 ans représentent 476.323 personnes (19,43 %), tandis que les moins de 30 ans ne constituent que 71.600 inscrits, soit 2,92 % de l'ensemble. Ces chiffres illustrent une faible présence des jeunes dans le statut d'entrepreneur individuel, alors que les générations plus expérimentées restent les plus représentées.

Les radiations en baisse

Sur le plan territorial, la wilaya d'Alger confirme son poids économique avec 252.686 personnes physiques, représentant 10,31 % du total national. Elle devance Tizi Ouzou (103.953), Constantine (98.189), Sétif (91.767), Oran (91.425), Tlemcen (81.492), Batna (79.859) et Béjaïa (78.224). À l'inverse, les nouvelles wilayas du Grand Sud, notamment Djanet, Bordj Badji Mokhtar, In Guezam, Béni Abbès ou encore Timimoun, enregistrent les effectifs les plus réduits.

Autre indicateur encourageant, le nombre de radiations des personnes physiques a diminué en 2023. L'ONS recense 56.314 radiations, contre 59.530 une année auparavant, soit une baisse de 5,40 %. Selon l'Office, ce recul traduit une amélioration du taux de survie des entreprises individuelles et un meilleur équilibre entre les créations et les cessations d'activité. Le commerce demeure toutefois le secteur le plus concerné par les radiations, avec 27.310 suppressions, soit près de la moitié du total enregistré durant l'année.

HADJ 2027

Début mercredi des inscriptions au tirage au sort

Les inscriptions au tirage au sort pour la saison du Hadj 1448H/2027, débuteront à partir de mercredi et se poursuivront jusqu'au 2 août, a annoncé, mardi, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, dans un communiqué. "Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports porte à la connaissance de tous les citoyens et citoyennes désirant participer au tirage au sort pour la saison du Hadj 1448H/2027, que l'opération d'inscription débutera à partir du mercredi 8 juillet et se poursuivra jusqu'au dimanche 2 août", précise le communiqué.

Ainsi, le ministère invite les candidats remplissant les conditions requises à entamer les procédures d'inscription et à fournir les données correctes et précises, via le site électronique du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports www.interieur.gov.dz pour les citoyennes et citoyens titulaires d'un passeport biométrique, et ce, 24h/24 et 7j/7", selon la même source.

"Les personnes concernées sont invitées à

entamer les procédures au niveau des APC notamment pour les citoyens ne disposant pas de passeport biométrique afin de renseigner le formulaire mis à leur disposition au niveau des bureaux dédiés à cet effet, pendant les jours et heures ouvrables de la semaine".

Concernant les conditions requises pour s'inscrire, le document précise qu'"il faut être de nationalité algérienne, avoir 19 ans révolus le jour de l'inscription, et ne pas avoir effectué le pèlerinage au cours des sept dernières années (à compter de 2020), excepté pour le mahram accompagnant une femme n'ayant pas accompli le hadj au cours des sept dernières années", précise le communiqué.

"La femme âgée de moins de 45 ans doit être accompagnée d'un mahram, tandis que la femme de plus de 45 ans peut s'inscrire avec ou sans mahram", selon la même source, qui souligne que "les candidats doivent aussi renseigner le formulaire mis à leur disposition".

"Tout citoyen peut s'inscrire seul au tirage au sort (inscription individuelle). En cas de

double inscription, le mahram et la femme souhaitant accomplir le hadj peuvent s'inscrire ensemble. Pour la triple inscription, le mahram peut inscrire avec lui deux femmes au maximum.

En cas de double inscription à la fois sur le site du ministère et au niveau de la commune, "l'inscription en ligne sera automatiquement annulée et seule l'inscription de la commune sera retenue". "Les citoyennes et citoyens désirant s'inscrire au niveau de la commune et ne disposant pas de passeports biométriques, doivent s'engager à obtenir ce document en cas de succès au tirage au sort, dans un délai ne dépassant pas trente (30) jours à compter de la date de son déroulement, sous peine de radiation de la liste des gagnants", précise le communiqué. Les candidats devront également "indiquer le nombre d'inscriptions antérieures, dans la limite de dix (10) inscriptions, y compris celle de cette année". "Toute fausse déclaration ou falsification de documents administratifs exposera son auteur aux sanctions prévues par la législation et la réglementation en vigueur", conclut le communiqué. APS

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

**Directeur de
publication**
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LES RÉFORMES ÉCONOMIQUES PORTENT LEURS FRUITS

Le FMI salue les avancées de l'Algérie

À l'issue de sa mission de consultations au titre de l'article IV, effectuée à Alger du 16 au 30 juin 2026, le Fonds monétaire international (FMI) dresse un constat globalement positif sur la situation économique de l'Algérie. Si l'institution internationale insiste sur la nécessité de poursuivre les réformes afin de renforcer la résilience de l'économie face aux chocs extérieurs, elle salue également les progrès réalisés ces dernières années en matière de diversification économique, de gouvernance financière et de stabilité macroéconomique. Avec ce constat, le FMI délivre un satisfecit à l'Algérie.

Par Réda Hadi

Conduite par Charalambos Tsangarides, la mission du FMI relève que la croissance économique est demeurée solide en 2025, atteignant 3,9 %, grâce notamment à un niveau élevé d'investissements publics, tandis que les perspectives pour 2026 restent favorables avec une croissance attendue de 3,8 %. La remontée des prix des hydrocarbures devrait contribuer à améliorer les recettes budgétaires et les exportations, offrant ainsi un soutien supplémentaire à l'économie nationale.

L'institution de Bretton Woods souligne toutefois que les équilibres macroéconomiques demeurent sous pression. Malgré une réduction du déficit budgétaire à 10,5 % du PIB en 2025, celui-ci reste élevé, tout comme les besoins de financement qui ont porté la dette publique à 52,1 % du PIB. Le FMI relève également que le déficit extérieur s'est creusé sous l'effet de l'augmentation des importations liées aux grands programmes d'investissements publics et de la baisse des exportations d'hydrocarbures, entraînant une diminution des réserves de change.

Au-delà de ces défis conjoncturels, le FMI met en avant plusieurs avancées structurelles importantes. L'organisation salue notamment les efforts déployés par les autorités pour diversifier l'économie nationale. Les progrès enregistrés dans les secteurs agricole et minier témoignent d'une volonté de réduire progressivement la dépendance

aux revenus pétroliers, un objectif inscrit au cœur de la stratégie économique nationale.

Le rapport met également en lumière les initiatives engagées pour élargir les sources de financement de l'économie. La première émission souveraine de Sukuk ainsi que les perspectives de financement par une banque régionale de développement sont citées parmi les premiers jalons d'une diversification des instruments financiers, destinée à réduire progressivement le recours aux modes traditionnels de financement.

Le FMI relève par ailleurs les avancées réalisées dans la modernisation de la gestion publique. Les efforts de numérisation de l'administration fiscale, destinés à améliorer le recouvrement de l'impôt et à lutter contre l'économie informelle, sont considérés comme des leviers essentiels pour accroître les recettes hors hydrocarbures. Ces réformes devraient également contribuer à renforcer la transparence et l'efficacité de l'action publique.

L'un des points les plus positifs du rapport concerne le retrait de l'Algérie de la liste grise des juridictions faisant l'objet d'une surveillance renforcée en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT). Le FMI qualifie cette évolution de « réalisation importante », estimant qu'elle reflète la détermination des autorités à renforcer les standards internationaux de gouvernance financière et à améliorer l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers.

Dans le même temps, l'institution recommande de poursuivre les réformes afin de consolider les acquis. Elle préconise une stratégie budgétaire reposant sur une augmentation durable des recettes fiscales hors hydrocarbures, une rationalisation des dépenses publiques et une meilleure efficacité des investissements. Elle encourage également une réforme progressive des subventions, accompagnée de mécanismes de soutien ciblés en faveur des ménages les plus vulnérables. Sur le plan monétaire, le FMI estime qu'un renforcement de la politique de lutte contre l'inflation demeure nécessaire. Il recommande également d'améliorer la gestion de la liquidité bancaire, de préserver l'indépendance opérationnelle de la Banque d'Algérie et de limiter le recours au financement monétaire du Trésor. Une plus grande flexibilité du taux de change contribuerait, selon les experts, à mieux absorber les chocs extérieurs et à renforcer la compétitivité de l'économie. Enfin, le Fonds insiste sur l'importance d'accélérer les réformes destinées à améliorer le climat des affaires, à renforcer la concurrence entre les entreprises publiques et privées, à alléger les contraintes administratives et à encourager davantage l'investissement privé. L'organisation estime que les atouts géographiques de l'Algérie, combinés à ses importantes ressources énergétiques, lui offrent un potentiel considérable pour devenir une plateforme énergétique et logistique de premier plan entre l'Europe et l'Afrique.

GAZ NATUREL

L'AIE prévoit un recul de la demande mondiale en 2026

Après plusieurs années de croissance, la demande mondiale de gaz devrait enregistrer un recul en 2026, une première depuis quatre ans, sous l'effet des tensions géopolitiques, de la flambée des prix et des difficultés d'approvisionnement. Dans son dernier « Gas Market Report » consacré au troisième trimestre 2026, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) estime que la consommation mondiale de gaz diminuera de 0,5 % cette année, soit près de 20 milliards de mètres cubes. Cette contraction intervient dans un contexte marqué par la guerre au Moyen-Orient, qui a profondément bouleversé les équilibres du marché mondial. La fermeture de facto du détroit d'Ormuz, à la suite du déclenchement du conflit fin février, a privé le marché d'une voie de transit essentielle par laquelle transitaient près de 20 % des échanges mondiaux de gaz naturel liquéfié (GNL). Entre mars et juin, les exportations de GNL du Qatar et des Émirats arabes unis ont ainsi chuté de 35 milliards de mètres cubes par rapport à la même période de 2025.

Face à cette situation, les principaux producteurs situés hors du Golfe ont rapidement accru leurs livraisons. L'AIE indique que la production de GNL hors-Golfe a

progressé de 18 % durant cette période, grâce notamment à la mise en service de nouvelles capacités en Amérique du Nord et en Afrique, ainsi qu'à une meilleure disponibilité du gaz chez plusieurs producteurs historiques. Ces volumes supplémentaires ont permis de compenser près des trois quarts des pertes enregistrées au Moyen-Orient. Malgré ces efforts, la production mondiale de GNL a tout de même reculé de 4 % entre mars et juin.

Cette contraction de l'offre s'est immédiatement répercutée sur les marchés internationaux. Les prix du gaz ont atteint en mars leurs niveaux les plus élevés depuis le début de l'année 2023 avant de se stabiliser progressivement au deuxième trimestre, tout en restant largement supérieurs à ceux de 2025. En Europe, le prix moyen du gaz sur l'indice TTF s'est établi autour de 16 dollars par MBtu, en hausse de 32 % sur un an. En Asie, l'indice JKM a atteint 17,5 dollars par MBtu, soit une progression de 45 %. La prime de prix observée sur les marchés asiatiques a favorisé le redéploiement d'une partie des cargaisons de GNL destinées initialement à l'Europe.

Selon l'AIE, ces tensions ont directement pesé sur la consommation mondiale. Le Moyen-Orient devrait enregistrer une

baisse de 4 % de sa demande, une première depuis plus de trois décennies, en raison des destructions d'infrastructures énergétiques. En Asie-Pacifique, la hausse des prix pousse plusieurs pays à substituer le gaz par le charbon dans la production d'électricité, tandis que les industries les plus énergivores réduisent leur activité. En Chine, la demande apparente de gaz a reculé de 4 % entre mars et juin, entraînant une baisse de 12 % des importations de GNL. En Europe, la consommation devrait diminuer de 2 %, portée par la progression des énergies renouvelables et par le ralentissement de la demande industrielle.

Les répercussions dépassent le seul secteur énergétique. L'AIE souligne que la flambée des prix du gaz a fortement perturbé la production mondiale d'engrais, le gaz représentant jusqu'à 80 % des coûts de fabrication de l'ammoniac et de l'urée. Les exportations d'engrais en provenance du Golfe ont été interrompues, tandis que le prix de l'urée a plus que doublé entre mars et mai, frôlant les 800 dollars la tonne. L'agence met en garde contre un risque accru de tensions sur la sécurité alimentaire, notamment dans les pays africains les plus dépendants des importations.

Synthèse S. R.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE L'agriculture de précision, un levier stratégique

Des experts et professionnels ont mis en avant, hier à Alger, lors d'une journée technique consacrée au machinisme agricole, l'importance de généraliser l'agriculture de précision, en tant que levier essentiel pour consolider les rendements, optimiser l'utilisation des ressources et intrants, et réduire les pertes dans les exploitations agricoles.

Organisée par l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA) sous le thème "le machinisme agricole en Algérie, état des lieux, défis de modernisation et perspectives technologiques", cette rencontre a permis de mettre en lumière les différentes applications de l'agriculture de précision, considérée comme une approche reposant sur l'utilisation des technologies numériques, dont les drones, le système de géolocalisation (GPS), la télédétection et l'intelligence artificielle dans la gestion des cultures et des élevages.

Ces outils permettent d'analyser avec précision les données des parcelles agricoles et de déterminer les besoins de chaque plante en eau, en engrais et en produits phytosanitaires, contribuant ainsi à limiter le gaspillage et à accroître la productivité, expliquent les intervenants. Le professeur et chef du département de l'agriculture intelligente à l'ENSA, Lyes Boudhar, a appelé à la généralisation de l'agriculture de précision dans le but de consolider la gestion des ressources, d'augmenter les rendements, renforçant ainsi la sécurité alimentaire tout en créant de nouveaux métiers. Il a également indiqué que les start-up activant dans le domaine agricole investissent de plus en plus dans ces technologies pour accompagner les évolutions du secteur et améliorer les performances. Pour sa part, Ramdane Mansouri, expert, a estimé que le machinisme agricole constitue aujourd'hui un "investissement stratégique" pour l'avenir de l'agriculture algérienne et qui doit s'appuyer sur une industrie nationale performante, des ressources humaines qualifiées et des services de maintenance efficaces à même de renforcer la sécurité alimentaire et la compétitivité du secteur. Il a également insisté sur l'importance d'une approche prospective à même d'assurer le développement du parc national de matériels agricoles, la mise en place d'une industrie nationale compétitive de fabrication d'équipements, la formation, et le renforcement des services de maintenance et de la disponibilité des pièces de rechange. De son côté, le directeur commercial et marketing de la société Agrodrive, filiale du groupe public Agrodiv, Mohamed Tahar Sadki, a indiqué que l'entreprise créée en mars dernier, a acquis 331 moissonneuses-batteuses, dont 100 sont déjà réceptionnées et mises en service. Il a également annoncé l'acquisition en cours de 1.850 charrues ainsi que d'autres équipements agricoles destinés à répondre aux besoins des agriculteurs, sous forme de location. Le directeur de l'ENSA, Tarik Hartani, a souligné quant à lui l'importance des rencontres scientifiques et techniques autour des thématiques liées au secteur agricole, et qui permettent de formuler des propositions concrètes en faveur du développement du secteur à travers l'intégration des technologies modernes et le renforcement de la formation dans les différentes spécialités agricoles.

R. E.

MONNAIE

Le dollar de marbre malgré la reprise des tensions dans le détroit d'Ormuz

Vers 13h45, le billet vert grappille 0,07% à la monnaie européenne, à 1,1433 dollar pour un euro, et lâche 0,08% à la devise japonaise, à 161,94 yens pour un dollar.

Le dollar reste à plat mardi, après l'attaque d'un pétrolier dans le détroit d'Ormuz, qui n'a que légèrement relevé les prix du brut, tandis que le bitcoin souffre des inquiétudes autour des valeurs technologiques.

Un tanker a été atteint lundi par un projectile non identifié au large d'Oman, dans la région du détroit d'Ormuz, a rapporté l'agence maritime britannique UKMTO.

«Pour les banques centrales, le mouvement sur le pétrole est gênant mais pas encore déterminant», et «reste loin d'un niveau susceptible de déclencher une panique inflationniste», résume Patrick Munnelly, de Tickmill.

Le trafic maritime a repris mi-juin dans ce passage maritime crucial pour le transport des hydrocarbures, après la signature d'un protocole d'accord entre Washington et Téhéran pour mettre fin à la guerre, et au blocus instauré par l'Iran.

Ce «répit» au Moyen-Orient avait «atténué les anticipations de hausses de taux», rappelle l'analyste.

La semaine dernière, le dollar avait pâti de chiffres décevants sur l'emploi américain qui avaient encore lesté les attentes en matière de resserrement monétaire. Vers 11h45 GMT (13h45 à Paris), le billet vert grappillait 0,07% à la monnaie européenne, à 1,1433 dollar pour un euro, et lâchait 0,08% à la devise japonaise, à 161,94 yens pour un dollar.

Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres monnaies, s'octroyait 0,05% à 100,906 points. En parallèle de ce «regain de tensions dans le détroit d'Ormuz», «la faiblesse généralisée des valeurs technologiques» sur les Bourses asiatiques a aussi «pesé sur l'appétit pour le risque», constate David Morrison, de TradeNation.

Agence

AUTOROUTE EST-OUEST

L'Algérienne des Autoroutes intensifie les travaux de maintenance

L'Algérienne des Autoroutes (ADA) poursuit son programme de maintenance et de réhabilitation de plusieurs tronçons et ouvrages d'art identifiés comme des « points noirs » sur le réseau de l'autoroute Est-Ouest. Ces interventions s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, visant à préserver la pérennité des infrastructures routières, à renforcer la sécurité des usagers et à améliorer les conditions de circulation sur cet axe stratégique.

Dans un communiqué, l'ADA indique que plusieurs chantiers sont actuellement en cours dans différentes wilayas du pays, tout en veillant à maintenir la fluidité du trafic grâce à des dispositifs de sécurisation adaptés.

Parmi les principales opérations engagées figure la réhabilitation des joints de dilata-

tion de l'ouvrage d'art n° 179.1, situé à Djebahia, dans la wilaya de Bouira, aussi bien en direction de Constantine que d'Alger. Les équipes techniques ont achevé la pose du châssis métallique et poursuivent actuellement la mise en place des armatures en acier, préalable aux prochaines phases des travaux de maintenance. Ces opérations sont réalisées selon un phasage permettant de limiter les perturbations de la circulation.

L'entreprise intervient également sur le tronçon de Bechloul, toujours dans la wilaya de Bouira, où se poursuivent les travaux de mise en œuvre d'une couche de béton bitumineux à module élevé (BBME). Cette technologie, largement utilisée sur les infrastructures autoroutières modernes, se distingue par sa forte résistance aux charges lourdes et aux déformations. Elle permet d'améliorer la qualité de la chaussée, d'en prolonger la durée de vie et d'of-

frir davantage de confort et de sécurité aux automobilistes.

À Ain Turk, au point kilométrique 92+800 en direction d'Alger, les travaux de maintenance se poursuivent après l'achèvement de l'opération d'imprégnation de la chaussée.

Cette intervention s'inscrit dans le programme de réhabilitation arrêté par l'ADA afin d'améliorer le niveau de service sur cette section de l'autoroute. Les équipes de l'entreprise sont également mobilisées au niveau de Bouderbala, au point kilométrique 62+228 en direction de Bouira, pour la réparation des dispositifs de retenue des ouvrages d'art. L'Algérienne des Autoroutes a précisé que toutes les mesures de sécurité ont été mises en place afin de protéger les usagers et les personnels intervenant sur le chantier, tout en assurant le maintien de la circulation.

R E.

TRAVAUX PUBLICS

Le ministre appelle à accélérer la réalisation des projets routiers

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, lundi à Alger, sur la nécessité de redoubler d'efforts et de renforcer la coordination entre les différents intervenants, afin d'accélérer le rythme de réalisation des projets de développement et d'entretien du réseau routier et autoroutier, tout en garantissant leur achèvement et leur livraison dans les délais fixés, indique un communiqué du ministère.

Le ministre s'exprimait lors d'une réunion de coordination tenue au siège du ministère et

consacrée au suivi et à l'évaluation des programmes de développement et d'entretien du réseau routier et autoroutier, en présence des cadres centraux du ministère, du directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), ainsi que de ses cadres.

La réunion a porté, ajoute la même source, sur l'état d'avancement des projets prioritaires, des projets en cours de réalisation, et ceux dont le lancement est prévu prochainement. Dans ce sillage, le ministre a insisté sur la nécessité de redoubler d'efforts et d'in-

tensifier la coordination entre les différents intervenants, afin d'achever les projets inscrits dans les différents programmes, à travers un suivi de terrain périodique et instantané.

M. Djellaoui a, en outre, appelé à adopter des solutions proactives pour lever les obstacles susceptibles d'entraver le déroulement des travaux, de manière à garantir leur continuité et la livraison des projets dans les délais impartis, conclut le communiqué.

APS

MÉTRO D'ALGER
Les horaires d'exploitation prolongés jusqu'à 23h durant la saison estivale

La Société d'exploitation du Métro d'Alger (SEMA) a annoncé, lundi, la prolongation des horaires d'exploitation du métro jusqu'à 23h00, et ce, durant toute la semaine, à l'occasion de la saison estivale marquée par une hausse des déplacements.

Dans un communiqué, la société a indiqué que cette mesure s'inscrit dans le cadre de ses efforts visant à assurer un service public répondant aux besoins des voyageurs durant la période estivale.

La même source a précisé que la prolongation des horaires d'exploitation a pour objectif d'offrir davantage de flexibilité aux usagers et d'améliorer leurs conditions de déplacement pendant l'été.

APS

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	Per	Rend Net %	Valeur transigée	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	344,00	345,00	0,29	0,18	-9,12	6,09	10,14	10000	3 450 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,12	-0,40	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,07	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	4,17	3,31	10,97	5,43	4800	11 040 000,00
EGH El Aurassi	AUR	380,00	NC	0,00	0,00	-3,52	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	445,00	NC	0,00	0,00	7,39	4,21	4,72	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Juillet 2026

Produits	Prix du détail ¹			المنتجات	
	أسعار التجزئة				
	معدل	أعلى	أدنى		
DA / Kg	مoyenne	Maximum	Minimum	المنتج	
Légumes frais	Pomme de terre	94	105	82	البطاطا
	Tomate	86	102	69	الطماطم
	Oignon sec	72	81	63	البصل الجاف
	Ail sec	666	759	572	الثوم الجاف
	Ail vert	329	355	303	الثوم الاخضر
	Carotte	96	109	83	الجزر
	Navet	126	139	112	اللفت
	Poivron	126	142	109	الفلفل الاخضر
	Piment	138	158	118	الفلفل الحار
	Courgette	87	101	72	الكوسة
	Haricot vert	185	203	167	الفاصولياء الخضراء
Laitue	117	130	104	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	540	668	412	التفاح المحلي
	Datte	497	624	370	التمر
	Banane	547	570	524	الموز
	Melon	114	131	97	البطيخ الاصفر
	Pastèque	69	83	55	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2015	2151	1878	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	350	324	الدجاج
	Ceufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	97	103	91	حليب البقر (لتر)

ORIENTATION UNIVERSITAIRE 2026

Les principales nouveautés

À l'occasion du lancement de la campagne d'orientation et d'inscription des nouveaux bacheliers de la session 2026, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) dévoile une circulaire profondément renouvelée. Placée sous le signe de la transformation numérique et de l'adaptation aux besoins de l'économie nationale, cette réforme s'inscrit dans la vision stratégique du président de la République pour la période 2024-2029, avec pour objectif de bâtir une université de quatrième génération, plus ouverte, plus flexible et tournée vers la souveraineté technologique.

Par Selma R.

La principale évolution concerne l'enrichissement de l'offre de formation afin d'accompagner les mutations technologiques et les métiers de demain. L'intelligence artificielle constitue l'une des priorités du secteur, qui ambitionne de former 30 000 ingénieurs d'État dans cette spécialité d'ici 2030. De nouveaux parcours sont également lancés en informatique et technologies quantiques, en cybersécurité ainsi qu'en mécanique des systèmes spatiaux, en partenariat avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL). Le secteur de la santé bénéficie, lui aussi, de nouvelles spécialités élaborées en coordination avec le ministère de la Santé. S'y ajoutent des cursus conduisant à des doubles diplômes ainsi que six nouvelles formations développées dans le cadre de partenariats internationaux. Pour le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, cette évolution traduit la volonté de rapprocher l'université du monde économique. « Nous construisons une université capable de produire des compétences répondant aux besoins de l'économie nationale et de contribuer à la souveraineté technologique de l'Algérie », a-t-il affirmé, soulignant que ces nouveaux parcours répondent aux exigences des secteurs stratégiques et des métiers émergents.

La réforme repose également sur une nu-

mérisation complète du processus d'orientation. La traditionnelle circulaire ministérielle au format PDF cède la place à une plateforme numérique interactive intégrant des outils d'intelligence artificielle.

Les futurs étudiants disposeront notamment d'un assistant virtuel fonctionnant en continu, capable de répondre instantanément aux questions relatives aux filières, aux conditions d'accès, aux débouchés et à la vie universitaire. La plateforme intègre aussi un calculateur automatique de la moyenne pondérée ainsi que des outils d'analyse des données destinés à mieux orienter les bacheliers selon leurs aptitudes. Selon Kamel Baddari, « l'intelligence artificielle devient aujourd'hui un véritable outil d'accompagnement de l'étudiant ». Il a précisé que cette plateforme permettra une orientation « plus précise, plus transparente et plus personnalisée », tout en simplifiant les démarches administratives. Les opérations d'orientation et d'inscription débuteront le 15 juillet et se dérouleront entièrement en ligne. Toutes les procédures sont désormais dématérialisées, consacrant le principe du « zéro papier » et une administration universitaire accessible en permanence. Cette réforme intervient alors que le secteur dresse un bilan positif de l'année universitaire 2025-2026. Le ministère annonce notamment l'achèvement du programme ayant permis la formation de 50 000 diplômés en informatique entre

2022 et 2026, ainsi que la sortie de la première promotion de licenciés en langue anglaise, illustrant les efforts engagés pour renforcer l'ouverture internationale de l'université algérienne.

La prochaine rentrée sera également marquée par l'accueil de 35 000 nouveaux bacheliers au sein des Écoles supérieures des enseignants. Réalisée en coordination avec le ministère de l'Éducation nationale, cette opération garantit aux futurs diplômés un recrutement direct à l'issue de leur formation afin de répondre aux besoins du secteur. La modernisation concerne enfin les contenus pédagogiques avec l'introduction de deux nouveaux enseignements. Le premier est consacré aux start-ups et aux entreprises agiles afin de développer l'esprit d'entrepreneuriat et d'innovation. Le second porte sur l'histoire nationale et la citoyenneté, dans le but de renforcer la conscience historique, le sentiment d'appartenance nationale et la connaissance des institutions de la République.

« L'université n'est plus seulement un lieu de transmission des connaissances ; elle devient un moteur de développement économique, d'innovation et de formation du citoyen », a affirmé Kamel Baddari. À travers cette nouvelle circulaire, le ministère entend faire de l'orientation universitaire un levier stratégique pour former des compétences adaptées aux transformations technologiques et aux priorités de développement de l'Algérie.

RESSOURCES EN EAU

L'Algérie mise sur l'interconnexion des systèmes hydrauliques

Par Z. R.

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a souligné hier, depuis Djelfa, que la vision prospective de son département ministériel réside dans l'interconnexion de tous les systèmes hydrauliques à l'échelle nationale, dans le but d'assurer la durabilité des ressources en eau et de les préserver pour les générations futures.

Dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail dans cette wilaya, le ministre a précisé que l'Algérie a réalisé, grâce à l'importance qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au secteur des ressources en eau, « un équilibre hydrique au niveau de l'ensemble des wilayas du pays, ce qui nous permet aujourd'hui, dans cette aisance, de concrétiser une vision prospective visant à relier tous les systèmes hydrauliques (barrages, forages souterrains et stations de dessalement) afin de garantir la pérennité de cette ressource ».

Lounès Bouzegza a indiqué que les ef-

forts des pouvoirs publics dans ce secteur stratégique résident dans les programmes de transferts d'eau à grande échelle Sud-Sud et Sud-Hauts Plateaux, dont bénéficiera la wilaya de Djelfa, ainsi que dans les stations de dessalement d'eau de mer, au nombre de 19, qui fournissent 3,6 millions de mètres cubes d'eau par jour au profit des wilayas côtières et de certaines wilayas de l'intérieur du pays.

Il a, par ailleurs, souligné que son secteur a également consacré, dans le cadre de sa vision prospective, « des montants financiers considérables » aux stations de déminéralisation dans les wilayas du Grand Sud, notamment dans les régions de Tin Zaouatine, In Salah, Tamanrasset et Tindouf.

Concernant la situation hydrique dans la wilaya de Djelfa, le ministre a affirmé que le programme complémentaire, doté d'une enveloppe de 13 milliards de dinars pour la réalisation de 20 opérations, a permis une « amélioration progressive » de l'alimentation de la wilaya en eau potable. Le ministre avait entamé sa

visite dans la wilaya par une inspection des travaux de réalisation d'une station d'épuration des eaux usées dans la commune d'El Birine, dont la réception est prévue avant le dernier trimestre de l'année en cours. Il a également inauguré, dans la même commune, un ouvrage de stockage d'eau d'une capacité de 1 000 mètres cubes.

Dans la commune de Sidi Baizid (est de la wilaya), Bouzegza a supervisé la mise en service de trois forages profonds destinés à renforcer l'alimentation du chef-lieu de wilaya en eau potable, permettant de garantir des capacités supplémentaires d'approvisionnement à raison de 60 litres par seconde.

Il a également procédé à la mise en service de trois forages profonds dans la commune de Messaad, réalisés dans le cadre du programme sectoriel d'urgence. Au niveau du champ hydraulique de Zaccar, il a, par ailleurs, supervisé le lancement des travaux de forage de trois puits profonds destinés à alimenter les ouvrages de stockage de la ville de Djelfa.

MARCHÉ DES PNEUMATIQUES

Naftal renforce son dispositif**d'approvisionnement**

Face à la tension persistante sur le marché national des pneumatiques, Naftal a dévoilé, hier à Alger, une série de mesures concrètes destinées à résorber durablement la pénurie et à garantir un approvisionnement fluide au profit des professionnels du transport. C'est à l'occasion d'une réunion de concertation avec les représentants des syndicats de chauffeurs de taxis et de transporteurs, organisée en présence du groupe Iris, que le Président-directeur général de Naftal, Djamel Cherdoud, a présenté cette feuille de route.

Dans le cadre du deuxième appel d'offres international portant sur l'acquisition de 3,5 millions de pneumatiques, 13 opérateurs étrangers ont été retenus pour approvisionner le marché national en quantités supplémentaires dès septembre prochain, ce qui devrait mettre fin à la pénurie actuellement enregistrée. Naftal a également annoncé le renforcement de son réseau de distribution, avec l'ouverture de 220 nouveaux points de retrait à travers le pays, destinés aux clients passant commande via la plateforme numérique e-mahata.naftal.dz. Grâce à cette extension, les capacités de distribution seront portées à 6 000 pneumatiques par jour, en plus des centres de distribution déjà agréés, une hausse significative destinée à rapprocher le service des citoyens et à améliorer la fluidité de l'approvisionnement sur l'ensemble du territoire national. Ces mesures s'accompagnent d'un partenariat consolidé avec le groupe Iris, fabricant national de pneumatiques. Le vice-président-directeur général d'Iris, Djamel Kaidoum, a réaffirmé l'engagement de son groupe à augmenter la quote-part réservée à Naftal, afin de garantir la satisfaction de la demande croissante des professionnels du transport et des chauffeurs de taxis. Les deux entreprises ont par ailleurs convenu de créer un groupe de travail conjoint, chargé de suivre la mise en œuvre des accords et de coordonner leurs efforts communs contre la spéculation et les pratiques illégales sur ce marché.

La rencontre a également été l'occasion de dresser le bilan de la coopération entre les deux entreprises (Naftal et Iris) et de recueillir les propositions des syndicats professionnels. Les participants ont réaffirmé l'importance de maintenir un dialogue périodique, dans une approche participative fondée sur la confiance et la responsabilité partagée. À travers cette initiative, Naftal réaffirme son ambition de consolider ses partenariats stratégiques avec les acteurs nationaux, de promouvoir le produit national et d'améliorer la qualité de service offerte aux professionnels du transport à travers tout le territoire.

Synthèse R.E.

GUELMA

Production prévisionnelle de plus de 61.000 qx de légumes secs

Une production de 61.181 quintaux de légumes secs de diverses variétés est prévue dans la wilaya de Guelma au cours de l'actuelle saison agricole 2025/2026, soit une notable de la production significative à la saison précédente, à-on informé lundi auprès du directeur local des services agricoles.

Dans une déclaration à l'APS, Rachid Rehamnia, a précisé que les quantités à produire de légumes secs au titre de cette saison ont entraîné les efforts déployés localement pour développer cette filière, contribuer à l'approvisionnement du marché et réduire la facture des importations, pertinente que la production de la saison précédente (2024/2025) avait été estimée à 47.891 quintaux.

Le même responsable a souligné que la production prévue est constituée de 31.000 quintaux de fèves, 16.000 quintaux de pois chiche, 14.000 quintaux de lentilles et le reste de la récolte est composé de petits pois.

La même source a indiqué que la superficie globale cultivée de légumineuses au début de la saison a été estimée à 4.705 hectares dont 2.000 hectares de fèves, 1.345 hectares de pois chiche, 1.327 hectares de lentilles et 33 hectares de petits pois.

Selon le directeur des services agricoles, les premiers indicateurs suggèrent la possibilité de dépasser les objectifs tracés pour la saison en cours dans le secteur des légumineuses, notant que les résultats obtenus au début de la campagne de récolte des lentilles, qui a jusqu'à présent couvert 50 hectares, ont montré que le rendement moyen a atteint 15 quintaux par hectare.

R. E.

SIDI BEL-ABBÈS

Plus de 700 exploitations agricoles raccordées au réseau électrique

Au total, 714 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, dans le cadre d'un vaste programme de développement, at-on appris, lundi, auprès de la Direction de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya.

La chargée de l'information et de la communication, Fawzia Saboundji, a indiqué que ces efforts se sont également accompagnés de la réalisation des études techniques relatives au raccordement de plus de 146 puits agricoles au réseau électrique. Cette démarche stratégique vise à soutenir la production agricole, à offrir de meilleures conditions de travail aux agriculteurs et à renforcer le développement rural ainsi que la stabilité économique à travers l'ensemble de la wilaya.

Dans le cadre de l'extension des réseaux énergétiques, 561 logements ont été raccordés à l'électricité et 6.813 logements au gaz naturel, avec un taux de réalisation de 100 pour cent pour ces programmes de couverture.

S'agissant du soutien aux activités industrielles et commerciales, la wilaya a achevé le raccordement de deux zones industrielles et de neuf zones d'activités aux différents réseaux énergétiques. Conformément aux orientations nationales en matière de transition énergétique, 29 stations de recharge pour véhicules électriques ont été réalisées, afin de contribuer à la réduction des émissions.

Parallèlement à l'extension urbaine, la Direc-



tion poursuit la mise en œuvre du programme national d'installation de détecteurs de monoxyde de carbone pour assurer la sécurité des citoyens. A ce jour, 620.638 détecteurs ont été installés au profit de 310.319 clients, soit un taux de réalisation de 89,01 pour cent, dans le but de prévenir les accidents d'intoxication. Les indicateurs globaux témoignent d'un ni-

veau avancé de couverture des services : le taux de couverture en électricité atteint 98,75 pour cent, tandis que celui du gaz naturel s'élève à 76,6 pour cent, grâce à un vaste réseau de distribution dépassant 230.000 kilomètres pour l'électricité et 340.000 kilomètres pour le gaz, selon la même source.

APS

OULED DJELLAL

Inauguration de plusieurs projets dans les communes de Sidi Khaled et Besbès

Plusieurs projets de développement ont été mis en service lundi dans les communes de Sidi Khaled et de Besbès (wilaya d'Ouled Djellal) dans le cadre du programme de célébration du 64ème anniversaire de la fête de l'Indépendance et du recouvrement de la Souveraineté nationale.

Le wali Abderrahmane Dehimi a ainsi inauguré une piscine de proximité à Besbès, baptisée du nom du chahid Saïd Ghiaba et réalisée dans le cadre du programme du Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales pour plus de 119 millions DA.

Dans la même commune, il a été procédé à la mise en service du projet d'alimentation en élec-

tricité de 209 foyers des cités Ennou et Bot Ennou, qui a nécessité l'extension du réseau d'un linéaire de 6,326 km et la mobilisation d'une enveloppe financière de plus de 38 millions DA. Dans la commune de Sidi Khaled, un château d'eau d'une capacité de stockage de 100 m3 a été mis en service au profit des habitants de l'agglomération Laafissat, et ce, grâce à la concrétisation d'une opération inscrite dans le cadre du programme d'appui au développement socio-économique des communes ayant mobilisé plus de 10 millions DA. L'occasion a donné lieu à l'inauguration d'une école coranique de la mosquée Moussa ibn Noussair dans la même collectivité locale. L'école coranique, d'une capacité d'accueil

de 150 à 200 élèves, comprend trois classes, une cantine, un dortoir et un bureau administratif. Le chef de l'exécutif local a également procédé à l'inauguration d'une salle de réunions au siège de la daïra de Sidi Khaled d'une capacité de 250 personnes.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat visant à consolider les équipements publics et améliorer les services assurés aux citoyens, a rappelé à l'occasion la wali, qui a effectué des visites de courtoisie aux moudjahidine Saad Daadoua et Ali Karboua à leurs domiciles à Sidi Khaled en reconnaissance pour leur combat pour le recouvrement de l'indépendance.

Agence

DOUBLEMENT DE LA ROUTE DÉPENDANT MILA À L'AUTOROUTE EST-OUEST

Mise en service de la 2^e tranche des travaux

La 2e tranche du projet de doublement de la route dépendant du chef-lieu de la wilaya de Mila à l'autoroute Est-Ouest a été mise en service lundi.

Selon les explications fournies par le Directeur des travaux publics, Rabah Sari, aux autorités locales qui ont présidé la mise en service, un investissement public de plus de 3,2 milliards

de dinars a été consenti pour la réalisation de ce tronçon de 10,4 km de la route nationale (RN) n 5-A, entre les communes de Sidi Khelifa et de Mila.

La réception de ces travaux vient consolider la sécurité routière et améliorer la fluidité du trafic sur ce tronçon qui constitue un "accès important" vers l'autoroute et d'autres wilayas, selon

la même source qui a affirmé que les efforts se poursuivront, en coordination avec les autorités locales, pour l'inscription de la troisième et dernière tranche de 11 km de doublement de cette route entre Mila et l'autoroute Est-Ouest.

Pour rappel, la wilaya de Mila a lancé de nombreux projets de modernisation du réseau routier, dont le doublement de la RN-5 sur 16 km

entre Tadjanet et Chelghoum Laïd ainsi que de la RN 27 sur 8,3 km entre les limites administratives de la wilaya de Constantine et la commune de Grarem-Gouga.

APS

NÂAMA

Lancement de plusieurs projets de développement dans la commune d'Ain-Sefra

Les travaux de réalisation de plusieurs projets de développement pertinents des secteurs des routes, des forêts, de l'hydraulique et du logement ont été lancés, lundi, dans la commune d'Ain-Sefra (wilaya de Nâama), dans le cadre des célébrations du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, a indiqué la wilaya. La même source a précisé que ces projets, dont le lancement a été supervisé par le secrétaire général chargé de la gestion des affaires de la wilaya de

Nâama, M. Messaoud Boulâarès, en présence de représentants de la famille révolutionnaire, s'inscrivent dans le cadre du Programme de développement économique et social de l'année en cours ainsi que du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales (FGSCL). Plus de 100 millions de dinars ont été mobilisés pour leur réalisation. Ces opérations portent notamment sur la réhabilitation du chemin communal n 4 dépendant du village de Tirkount à la localité de Garet El-Khail, sur un linéaire de 5 km, ainsi que sur l'aménage-

ment et la modernisation d'une pépinière destinée à la production de plantes forestières et pastorales, d'une capacité de 120 000 plantes par an, au niveau de l'agglomération secondaire de Belhendjir.

La réalisation de la pépinière a également été renforcée par la puits d'irrigation équipé d'un système d'alimentation en énergie solaire.

A cette occasion, les autorités de la wilaya ont également procédé, dans la commune d'Ain-Sefra, à la pose de la première pierre d'un projet de réalisa-

tion de 80 logements publics locatifs à l'entrée ouest de la ville, ainsi qu'au lancement des travaux d'aménagement d'une place publique dans le quartier du 17-octobre-1960, selon la même source. Par ailleurs, les autorités ont mis en service la Place des Martyrs, située dans le quartier Moulay Abdelkader, après sa réhabilitation, et inauguré deux terrains de proximité revêtus de gazon synthétique au profit des habitants des quartiers Ed-Dalaa et 19-Mars, a ajouté la même source.

R. E.

Ce ne sont pas les marchés capitalistes qui résoudront les pandémies ou la crise climatique

Davis, écrit Wallace-Wells, avait « des raisons impérieuses de revenir sur cette page secrète de l'histoire ». Il cherchait tout particulièrement à remettre en cause les récits historiques traditionnels qui, soit ignoraient ces famines dévastatrices, soit en déformaient profondément les causes politiques et économiques.

3^e partie et fin

Par Jag Bhalla (*)

Il faudrait huit générations pour ramener les pauvres du monde entier à un huitième du seuil de pauvreté américain (et bien d'autres siècles encore pour rattraper complètement leur retard). Est-ce là un progrès moralement acceptable ? Devrions-nous vraiment nous en réjouir, comme l'a fait un président de la Banque mondiale, en le qualifiant de « l'une des plus grandes réalisations de l'humanité » ? Le tableau d'ensemble s'assombrit encore davantage lorsque l'on compare nos propres gains individuels à ceux des populations pauvres à l'échelle mondiale. On nous encourage à croire que nous avons tous en quelque sorte le droit d'améliorer notre niveau de vie, comme s'il s'agissait d'un principe sacré de notre politique. Mais s'agit-il vraiment d'une position moralement défendable, étant donné la répartition extrêmement inégale des ressources, comme en témoigne la hausse des gains annuels moyens récents de 4 178 dollars pour le décile supérieur de la population mondiale, alors que le décile inférieur ne bénéficie que de 9,25 dollars de revenus supplémentaires par an ?

Dans le cadre de notre approche actuelle, les gens déjà riches gagnent 450 fois plus que les plus démunis (le rapport entre les gains de revenu annuels du 1 % le plus riche et ceux des 10 % les plus pauvres est de deux mille pour un). Et ces progrès tant vantés en matière de lutte contre la pauvreté, grâce aux effets de ruissellement mondiaux, sont si minimes que nous pourrions les doubler si les personnes appartenant au décile supérieur réduisaient leur consommation d'un seul verre de vin bon marché au restaurant ou de deux tasses de café en entreprise par an (si ces fonds pouvaient être redistribués à l'échelle mondiale).

Tout cela n'a aucun sens sur le plan moral, alors que même une redistribution mondiale à petite échelle ferait une différence considérable. Cependant, la laideur morale intrinsèque reste largement occultée. Klein et Wallace-Wells, en tant que principaux défenseurs d'un libéralisme qui se veut bienveillant, devraient reconsidérer ses implications morales, compte tenu de ces disparités flagrantes, gigantesques et déshumanisantes.

J'ai indiqué précédemment que Davis utilisait les termes « théologique » et « sacré » pour décrire la façon dont les libéraux du XIX^e siècle percevaient les marchés. Il est instructif de se deman-



der ce que les libéraux d'aujourd'hui considèrent comme tout aussi inviolable. Comme l'a récemment écrit Marlene Laruelle, spécialiste des régimes illibéraux, le succès de la politique post-libérale pourrait bien « mettre au grand jour la théologie implicite propre au libéralisme ». Comme le note Laruelle : « Les ordres libéraux, eux aussi, reposent sur des engagements sacrés : l'égalité valeur morale des personnes, la dignité de la conscience [...] ou tout autre élément que les libéraux voudraient définir comme essentiel. » Le fardeau écologique imposé aux plus vulnérables et aux générations futures est en passe de devenir « la plus grande injustice de l'histoire ».

On a parfois l'impression que, pour de nombreux libéraux, rien n'est sacré si ce n'est l'amélioration de leur propre niveau de vie. John Locke, précurseur du libéralisme, avait pressenti les dangers qu'il y a à ne considérer comme sacré que soi-même. Il écrivait dans son journal que l'homme « serait un dieu pour lui-même, et que la satisfaction de sa propre volonté serait la seule mesure et la seule fin de toutes ses actions ». Locke rejette cette idée comme contraire à la raison, parce que nous avons en fait des obligations morales. Mais quelles obligations les libéraux d'aujourd'hui reconnaissent-ils au-delà de l'amélioration de leur propre mode

de vie ? Où se situe Klein face aux arbitrages climatiques ?

Le fardeau écologique imposé aux plus vulnérables et aux générations futures est en passe de devenir « la plus grande injustice de l'histoire », comme l'écrit le Dr James Hansen, ancien climatologue de la NASA. C'est une affirmation stupéfiante, si on pense aux horreurs et atrocités de l'histoire, mais elle est plausible. Les combustibles fossiles causent déjà aujourd'hui des dommages d'une ampleur comparable à celle de l'esclavage transatlantique ou des holocaustes (nazi et colonial). L'ONU estime à quinze millions le nombre total d'esclaves victimes de la traite (et cela ne rend pas compte de l'ensemble des dommages, par exemple ceux subis par les descendants), mais les chercheurs estiment que la seule pollution atmosphérique due aux combustibles fossiles tue cinq millions de personnes chaque année dans le monde.

La fiabilité de ces estimations n'est pas si cruciale, dans la mesure où ce ne sont pas des millions de personnes, mais des milliards qui seront affectées par l'ampleur du chaos provoqué par l'incapacité à réduire les émissions de carbone assez rapidement. Davis estime que les famines en Inde, provoquées par la politique britannique, ont fait entre douze et vingt-neuf millions

de morts (un chiffre supérieur aux six millions de victimes de l'Holocauste nazi), mais ce chiffre sera sans doute lui aussi insignifiant face aux effets néfastes du changement climatique. L'un des principaux objectifs de l'ouvrage de Davis était de mettre en garde contre les récits qui glorifient le marché. Il nous faut tenir compte de cette leçon pour faire face au principal défi moral de notre époque, lequel oppose clairement l'amélioration de notre mode de vie et notre confort d'une part, et la survie, la sécurité et la dignité des populations pauvres à l'échelle mondiale d'autre part. Si nous laissons les marchés, la spéculation sur les prix, l'inertie des États et notre confort façonner la politique climatique et l'action individuelle (il est indéniable que les deux sont nécessaires), il est probable que les historiens futurs nous accuseront d'avoir tiré profit de notre monstrueuse immoralité. Pour éviter cela, nous aurons besoin de moyens non marchands puissants nous permettant d'agir de manière décente.

(*) Auteur spécialisé dans les sciences, les technologies et l'histoire des idées.

Il vit à Washington.

Source : *Jacobin*, 27-05-2026

Traduit par les lecteurs du site *Les-Crises*

MAURITANIE

Une centrale au gaz de 230 MW à Ndiago

La Mauritanie vient de signer un contrat d'envergure pour la construction d'une centrale électrique au gaz de 230 MW à Ndiago, avec le développeur saoudien ACWA Power. Ce projet, qui valorisera les ressources du champ gazier offshore Grand Tortue Ahmeyim (GTA) partagé avec le Sénégal, marque une étape importante dans la politique de « gas-to-power » défendue par Nouakchott. L'accord a été officialisé à Nouakchott en présence de Mohamed Ould Khaled, ministre mauritanien de l'Énergie et du Pétrole, d'Abdoulahi Ould Souleymane, ministre de l'Économie, et du ministre des Finances. Du côté d'ACWA Power, Seyid Mouhamed Abou Neihan, président du conseil d'administration, représentait le groupe, aux côtés du président du Fonds saoudien pour le développement.

Cette centrale vise à combler le déficit électrique structurel de la Mauritanie, à diversifier un parc encore largement dépendant du fioul et des importations, et à sécuriser l'alimentation du secteur extractif tout en élargissant l'accès des ménages à l'électricité. À terme, la capacité additionnelle pourrait s'intégrer au Système d'échanges d'énergie électrique ouest-africain (EEEOA). Le contrat s'inscrit dans une dynamique de coopération énergétique régionale. En mai dernier, la Mauritanie, le Sénégal et le britannique BP avaient déjà conclu un accord technique pour l'extraction et l'acheminement du gaz du GTA. Puis, en juin, les ministres de l'Énergie des deux pays se sont réunis à Nouakchott pour réfléchir à l'utilisation locale de cette ressource commune. Ce projet mauritanien intervient moins d'un an après la signature, le 17 juillet 2025 à Dakar, du contrat renégocié entre le Sénégal et ACWA Power pour l'usine de dessalement d'eau de mer de la Grande Côte. Doté d'un investissement de 800 millions de dollars, ce mégaprojet d'une capacité de 400 000 m³/jour doit alimenter le triangle Dakar-Thiès-Mbour.

R. I.

SCZONE- GROUPE KOWEÏTIEN AGILITY

Signature d'un accord de 35 millions \$ pour développer un hub logistique

Pilier de la stratégie industrielle égyptienne, la zone économique du canal de Suez multiplie les projets destinés à renforcer sa compétitivité et à capter une part croissante des flux commerciaux entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe.

L'Autorité de la zone économique du canal de Suez (SCZONE) et le groupe koweïtien Agility ont signé un accord portant sur le développement d'un pôle logistique intégré, comprenant des centres régionaux de distribution et de redistribution. Évalué à 35 millions USD, le projet vise à renforcer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement, à réduire les délais et les coûts de transport des marchandises, et à consolider le rôle de l'Égypte comme plateforme logistique régionale, a indiqué le Premier ministre Mostafa Madbouly.

La future plateforme logistique, qui s'étendra sur environ 53 000 m², devrait générer près de 400 emplois directs. Elle s'inscrit dans la dynamique d'investissements soutenus observés ces dernières années au sein de la SCZONE, où les domaines de la logistique, de l'automobile, des matériaux de construction, du textile et de l'industrie manufacturière concentrent une part importante des nouveaux projets. Cette stratégie vise à accélérer l'industrialisation du pays tout en valorisant sa position stratégique, au carrefour des échanges entre l'Afrique, l'Europe et l'Asie.

Entre l'exercice 2022/2023 et mars 2025, la SCZONE a attiré 8,3 milliards USD d'investissements répartis sur 272 projets, portée par un vaste programme de modernisation des infrastructures et par les réformes engagées pour améliorer le climat des affaires. Dans le prolongement de cette stratégie, l'autorité en charge de la zone a signé, en octobre 2025, un accord de financement à long terme de 30 milliards de livres égyptiennes (614,78 millions USD) avec la Commercial International Bank (CIB). Ce prêt, d'une durée de 17 ans, doit financer la modernisation des infrastructures portuaires, notamment à Port-Saïd Est, ainsi que le développement de services



publics et de zones industrielles.

Le centre propose, selon les autorités, une solution intégrée couvrant l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. Ses services incluent le transit international, les opérations portuaires, l'entreposage, la gestion des stocks et des commandes, le dédouanement, la coordination du transport, ainsi que des prestations à valeur ajoutée telles que l'assemblage, l'emballage, l'étiquetage et la personnalisation des produits. En rapprochant les stocks et les matières premières des sites de production et des marchés de consommation, la plateforme vise à réduire les délais d'approvisionnement, améliorer la performance des chaînes logistiques et garantir la continuité des activités. Elle devrait également soutenir les industries locales en accélérant l'accès aux intrants et aux matériaux essentiels, consolidant ainsi le positionnement de l'Égypte comme hub régional du commerce et de la logistique.

Sa mise en exploitation s'inscrit dans la stratégie égyptienne de développement de

réseaux logistiques intégrés autour des ports maritimes. À travers cette politique, les autorités ambitionnent de diversifier davantage l'économie nationale, et de tirer pleinement parti de la position géographique stratégique du pays, à la croisée du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe. Dans le cadre de sa stratégie nationale pour les secteurs maritime et portuaire, Le Caire prévoit d'investir, à l'horizon 2030, près de 300 milliards de livres égyptiennes (environ 6,1 milliards USD) dans le développement de ses infrastructures. Ce programme repose sur 3 principaux axes : l'extension des infrastructures portuaires avec la construction de près de 70 km de quais supplémentaires, d'une profondeur comprise entre 18 et 25 m, portant la superficie portuaire totale à plus de 100 millions de m² ; le renforcement de la flotte nationale, qui devrait atteindre 40 navires ; et enfin la consolidation de partenariats stratégiques avec les principaux opérateurs internationaux du transport maritime.

Synthèse R. I.

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE - QATARENERGY

Signature d'un accord de coopération sur l'allocation des ressources hydrocarbures aux investissements industriels

Le ministère du Commerce et de l'Industrie et QatarEnergy ont signé aujourd'hui les termes de référence relatifs à un accord de coopération visant à mettre en place un mécanisme de gouvernance pour l'allocation des ressources issues des hydrocarbures aux opportunités d'investissement industriel. Cet accord prévoit également le développement d'une nouvelle zone dédiée aux industries de taille moyenne dans la cité industrielle de Mesaieed.

Les termes convenus portent sur l'évaluation et l'allocation des ressources issues des hydrocarbures, du gaz naturel et de l'électricité, ainsi que d'autres ressources naturelles connexes requises pour les projets industriels. L'accord permettra d'assurer une utilisation op-

timale de ces ressources nationales et de renforcer la valeur ajoutée du secteur industriel, grâce à la mise en place d'un cadre de gouvernance commun visant à évaluer et allouer les matières premières nécessaires aux opportunités industrielles qualifiées, tout en renforçant la coordination entre les deux parties.

La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de Son Excellence Cheikh Faisal bin Thani bin Faisal Al Thani, ministre du Commerce et de l'Industrie, ainsi que de Son Excellence l'ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi, ministre d'État aux Affaires énergétiques, membre délégué et président-directeur général de QatarEnergy. L'accord a été signé par M. Saleh Majid Al Khulaifi, secrétaire général

adjoint chargé des affaires industrielles et du développement des affaires au ministère du Commerce et de l'Industrie, et par M. Ahmad Saeed Al Amoodi, vice-président exécutif chargé du développement des installations de surface et de la durabilité chez QatarEnergy. Dans une allocution de circonstance, Son Excellence le ministre du Commerce et de l'Industrie a souligné que cet accord constitue une étape stratégique pour renforcer la compétitivité du secteur industriel au Qatar. Il permet de garantir une utilisation optimale des ressources nationales et leur orientation vers des opportunités industrielles à forte valeur ajoutée, contribuant ainsi à attirer des investissements de qualité et à soutenir une croissance industrielle dura-

ble. Son Excellence a ajouté que le ministère conduira les efforts de promotion des investissements industriels et de coordination de l'écosystème concerné, tandis que QatarEnergy apportera son expertise technique et commerciale en matière d'allocation et d'utilisation des ressources. De son côté, Son Excellence l'ingénieur Saad bin Sherida Al Kaabi a indiqué que l'accord soutiendra l'expansion en cours de la cité industrielle de Mesaieed, afin d'accueillir davantage d'industries de taille moyenne. Il a ajouté que QatarEnergy s'engage à fournir à cette extension des volumes de gaz naturel équivalents à ceux déjà alloués aux petites et moyennes industries de la zone industrielle de Doha.

R. I.

KENYA

Un projet sucrier de 11 millions \$ en gestation dans le comté de Siaya

Premier producteur de sucre en Afrique de l'Est, le Kenya adopte de plus en plus une politique protectionniste afin d'améliorer la compétitivité des opérateurs locaux. Cet environnement favorable aux investissements attire davantage de capitaux privés dans le secteur.

Au Kenya, la société Kipenzi Sugar prévoit d'investir 1,45 milliard de shillings kenyans (11,2 millions \$) dans la construction d'un complexe sucrier à Mur Malanga, dans le comté de Siaya. C'est ce qui ressort d'un rapport d'évaluation d'impact environnemental (EIA) soumis par l'entreprise à l'Autorité nationale de gestion de l'environnement (NEMA) et rendu public en juin. Selon les détails fournis par le document, ce complexe, qui sera basé sur un site de 17 hectares, comprendra une sucrerie avec une capacité initiale de transformation de 1 250 tonnes de canne, permettant une production quotidienne de 138 tonnes de sucre. Il intégrera également une centrale de cogénération d'une capacité installée de 3 MW à partir de la bagasse (résidu fibreux obtenu après broyage des cannes). Il est également prévu que le complexe soit doté, à terme, de sa propre distillerie d'éthanol pour valoriser sa production de mélasse, un sous-produit épais et sirupeux du raffinage du sucre. Pour son approvisionnement en matière première, l'entreprise compte sur les pro-

ducteurs locaux. « L'entreprise s'appuiera sur des planteurs indépendants (out-growers) pour 100 % de ses besoins en canne à sucre, en ciblant plus de 40 468 hectares dans un rayon de 15 kilomètres autour de l'usine ». Pour l'heure, les détails concernant le calendrier des travaux ne sont pas encore connus. Au-delà de ses retombées attendues pour les producteurs de canne, le projet s'inscrit dans une transformation plus large de la filière sucrière kenyane.

Un investissement en phase avec la nouvelle stratégie du secteur

L'annonce de ce projet d'investissement intervient dans un contexte marqué par un renforcement des mesures destinées à soutenir les producteurs et transformateurs locaux. En effet, depuis le 1er juillet dernier, le Kenya applique désormais, dans le cadre de sa Loi de finances 2026, un droit d'accise sur le sucre importé de 40 shillings par kg (0,3 \$), contre 7,5 shillings (0,05 \$) par kg auparavant. Cette mesure vise à réduire la pression exercée par les importations sur les indus-

triels locaux, alors que le Kenya reste structurellement déficitaire en sucre. La production nationale estimée à environ 696 275 tonnes par an en moyenne entre 2021 et 2024, demeure insuffisante pour couvrir la consommation intérieure. Les données compilées par le Bureau national des statistiques montrent que la première économie d'Afrique de l'Est a importé en moyenne près de 423 625 tonnes de sucre par an sur la même période. D'un autre côté, le projet de Kipenzi Sugar s'aligne sur les nouvelles orientations de Nairobi visant à passer d'une production sucrière traditionnelle à un modèle agro-industriel diversifié, centré sur la production d'éthanol et les énergies renouvelables.

En avril dernier, l'Office du Sucre (KSB) a annoncé qu'il menait déjà, à cet effet, des actions de modernisation basées sur des variétés de cannes à haut rendement, la mécanisation et les technologies d'agriculture de précision afin d'améliorer la productivité des plantations de cannes à sucre pour accompagner cette transition.

Synthèse R I.

SÉNÉGAL

Un programme de 261 millions \$ pour accélérer la souveraineté alimentaire

Le Sénégal reste fortement dépendant des importations alimentaires. Selon la CNUCED, le pays a importé près de 1,8 milliard de dollars de produits agricoles et alimentaires entre 2021 et 2023. Le Sénégal a lancé samedi 4 juillet le Programme d'appui à la stratégie de souveraineté alimentaire du Sénégal (PASS). Évalué à 150 milliards FCFA (environ 261 millions de dollars), ce programme accompagnera la mise en œuvre de la stratégie nationale de souveraineté alimentaire sur six ans.

Élaboré en partenariat avec le Fonds international de développement agricole (FIDA), le PASS couvre dix régions situées dans le bassin arachidier élargi et la Haute Casamance. Il vise à renforcer durablement la production agricole, améliorer la résilience des exploitations face aux effets du changement climatique, développer les chaînes de valeur agricoles et accroître les revenus des producteurs, en accordant une attention particulière aux femmes et aux jeunes.

Le programme cible principalement

les exploitations familiales et les entrepreneurs agricoles les plus vulnérables. Il repose sur trois axes principaux : la sécurisation et la diversification des productions, la valorisation des produits agricoles par le développement des marchés territoriaux, ainsi que le renforcement de la gouvernance, du suivi-évaluation et de la gestion des connaissances. En quête de souveraineté alimentaire, le Sénégal reste fortement dépendant des importations, une situation qui pèse sur sa balance commerciale et expose le pays aux fluc-

tuations des marchés internationaux. Par ailleurs, un rapport de la CNUCED publié en juillet 2025 indique que le pays a importé près de 1,8 milliard de dollars de produits agricoles et alimentaires entre 2021 et 2023.

Cette initiative s'inscrit également dans la continuité des engagements pris lors du « Forum Dakar+10 », notamment en matière d'intensification de l'irrigation agricole afin de réduire la vulnérabilité du pays face aux sécheresses.

Agence

ZIMBABWE

Un nouveau corridor de fibre optique vers l'Afrique australe

Le projet trouve ses origines en 2023, lorsque Powertel annonçait un programme d'investissement de 570 millions de dollars sur sept ans afin de renforcer ses infrastructures à travers le Zimbabwe. En juin 2025, un partenariat public-privé a été signé avec la filiale locale de Paratus. Powertel Communications, filiale télécoms de la société nationale d'électricité du Zimbabwe (ZESA), et Paratus Zimbabwe, fournisseur panafricain de services télécoms, ont mis en service, le jeudi 3 juillet, la première section active de leur corridor transfrontalier de fibre optique. L'infrastructure relie les villes de Plumtree et de Bulawayo. Ce tronçon constitue la première étape d'un axe à haute ca-

pacité qui connectera, à terme, le Zimbabwe au Botswana, à la Zambie et à l'Afrique du Sud via le réseau continental de Paratus. Powertel met à disposition son réseau national de fibre optique et conserve la responsabilité opérationnelle de l'infrastructure. Paratus, de son côté, apporte son réseau continental, son expertise technique et son soutien financier dans le cadre d'un accord d'utilisation des droits inaliénables (IRU).

« Cette IRU convertit une ambition nationale d'infrastructure en une réalité commerciale bancable, investissable et répliquable », a déclaré Willard Nyagwande Directeur général de Powertel.

La section mise en service utilise la

technologie DWDM (Dense Wavelength Division Multiplexing), capable d'offrir une capacité supérieure à 10 téraoctets par seconde. La capacité initialement déployée est de 800 gigabits par seconde. La deuxième phase, qui prolongera le corridor de Bulawayo à Livingstone, en Zambie, est attendue pour septembre 2026. Elle complétera l'axe Botswana-Zimbabwe-Zambie. Cette infrastructure arrive à point nommé pour un marché où la demande est en forte croissance. Selon le régulateur des télécommunications, le taux de pénétration d'Internet a atteint 84,55 % au quatrième trimestre 2025. DataReportal avance toutefois une estimation plus faible, avec un taux de pénétration de 38,4 %, correspondant

à 6,54 millions de personnes connectées. Cet écart s'explique vraisemblablement par des méthodologies de calcul différentes. Par ailleurs, le trafic de données mobiles a progressé de 17,31 % en un seul trimestre en 2025, passant de 97 à 114 pétaoctets. Sur le segment satellitaire, le Zimbabwe s'est imposé comme le marché africain où Starlink enregistre la plus forte croissance depuis l'entrée de l'opérateur dans le pays en septembre 2024. À fin 2025, le pays comptait 67 057 abonnés VSAT, en hausse de 31,7 % sur le seul quatrième trimestre, selon l'Autorité de régulation des postes et télécommunications du Zimbabwe (POTRAZ).

Agence

CÔTE D'IVOIRE Mise en service d'une centrale solaire de 71 millions \$ dans le Tchologo

La centrale photovoltaïque de Ferké Solar, d'une capacité de 52 MWc, constitue la deuxième du genre après celle de Boundiali et s'inscrit dans la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables.

En Côte d'Ivoire, le gouvernement a inauguré, le vendredi 3 juillet 2026, la centrale photovoltaïque de Ferké Solar à Sokoro 2. Réalisé pour un investissement de 41 milliards FCFA (71,4 millions de dollars), le projet s'étend sur 70 hectares dans la région du Tchologo, selon un communiqué officiel.

Dotée d'une puissance installée de 52 MWc, l'infrastructure produira environ 90 GWh d'électricité par an. Les autorités estiment qu'elle permettra d'alimenter l'équivalent de plus de 370 000 foyers tout en évitant l'émission de près de 39 000 tonnes de CO₂ par an.

Lors de la cérémonie d'inauguration, le vice-Premier ministre, ministre de la Défense, Téné Bira-hima Ouattara, a souligné que cette centrale contribuera à « réduire les coûts de l'énergie, accélérer l'électrification des zones rurales, créer des emplois, notamment pour notre jeunesse, renforcer notre souveraineté énergétique, soutenir un développement durable et inclusif ».

Cette mise en service intervient dans un contexte de forte progression du secteur électrique ivoirien. En 2024, le taux d'électrification atteignait 94,3 %, tandis que 98,6 % de la population avait accès à l'électricité. Le pays reste toutefois confronté à plusieurs défis, notamment l'électrification des dernières localités rurales, une demande d'électricité en hausse de 10 % à 15 % par an et des perturbations ponctuelles du réseau. À l'horizon 2035, le gouvernement prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 46,3 % du mix énergétique. Dans cette perspective, de nouvelles centrales solaires sont annoncées à Korhogo, Katiola, Tengréla, Bouna, Kong, Bondoukou, Dabakala et Toubia, avec pour objectif de porter la capacité solaire installée du pays à plus de 1300 MWc.

R I.

ALORS QUE LE SECTEUR TECHNOLOGIQUE CÈDE DU TERRAIN

Les marchés boursiers reculent

Les marchés boursiers mondiaux ont reculé mardi, les valeurs technologiques ayant chuté malgré les résultats exceptionnels de Samsung Electronics, les investisseurs restant préoccupés par la pérennité de la reprise alimentée par l'intelligence artificielle, tandis que les cours du pétrole ont augmenté en raison de la recrudescence des tensions au Moyen-Orient.

Samsung Electronics a annoncé une multiplication par 19 de son résultat d'exploitation pour la période avril-juin, à 89,4 milliards de wons (58,4 milliards de dollars), marquant ainsi un troisième trimestre consécutif de résultat d'exploitation record pour le plus grand fabricant mondial de puces mémoire.

Loin de rassurer les investisseurs, ces résultats ont déclenché une vague de ventes massives sur les actions de Samsung et de son concurrent SK Hynix, pesant sur l'indice sud-coréen Kospi et d'autres marchés asiatiques à forte composante technologique. Les investisseurs s'interrogent de plus en plus sur la pérennité de la croissance des bénéfices liée à l'intelligence artificielle si les goulots d'étranglement dans l'approvisionnement en composants clés, tels que les puces mémoire, venaient à s'atténuer. "C'est un record pour Samsung, mais plutôt que d'apaiser les marchés, ces résultats solides ont fait craindre que l'essor des ventes de puces d'IA ne puisse être maintenu", a déclaré Kathleen Brooks, directrice de recherche chez XTB.

Morgan Stanley a indiqué dans une note datée de lundi que la récente faiblesse des valeurs américaines du secteur des semi-conducteurs signalait un élargissement des gains du marché, les investisseurs étant susceptibles de se tourner vers les géants de l'IA ainsi que vers les valeurs des biens de consommation discrétionnaire, des transports et des biotechnologies.

SK Hynix devrait faire son entrée au Nasdaq cette semaine dans le cadre d'une introduction en bourse de 28 milliards de dollars, l'une des plus importantes levées de fonds au monde, alors que le fabricant de puces cherche à tirer parti de l'essor de l'IA.

Son titre, qui avait grimpé de pas moins de 350 % cette année à son plus haut niveau il y a deux semaines, a depuis chuté d'environ 30 % dans le contexte d'une vague de ventes généralisée sur

les valeurs mondiales du secteur des semi-conducteurs.

En Europe, où l'exposition aux valeurs volatiles liées à l'IA est plus limitée, l'indice STOXX 600 a progressé de 0,1 %, soutenu par la hausse des titres pétroliers et gaziers, les cours du brut ayant légèrement augmenté alors que les pourparlers de paix entre les États-Unis et l'Iran semblaient s'essouffler.

Ajoutant aux inquiétudes du marché, les Gardiens de la révolution iraniens ont tiré lundi au moins deux missiles sur des navires commerciaux transitant par le détroit d'Ormuz, a rapporté Axios, citant deux responsables américains. Les navires ont subi des dégâts importants, mais il n'y a pas eu de victimes, selon le rapport.

Les contrats à terme sur le Brent ont progressé d'environ 1 % pour s'établir à 72 dollars le baril.

Les contrats E-mini sur l'indice américain S&P 500 EScv1 ont reculé de 0,3 %, les contrats E-mini sur le Nasdaq 100 NQcv1 ont perdu 1,2 % et les contrats E-mini sur le Dow Jones YMcV1 ont baissé de 0,02 %.

Réunion de l'Otan

Le président américain Donald Trump, qui a fait pression sur l'Europe pour qu'elle augmente ses dépenses de défense et s'est heurté aux dirigeants européens au sujet de la guerre en Iran et du Groenland, doit participer à une réunion de l'Otan en Turquie à partir de mardi.

Donald Trump a déclaré lundi que les États-Unis concluraient un accord avec l'Iran ou "iraient jusqu'au bout", réitérant ainsi sa menace d'une intervention militaire alors que Téhéran affiche une attitude de défi à la suite des funérailles de l'ancien Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei.

Sur les marchés des changes, l'indice du dollar =USD, qui mesure la valeur de la devise américaine par rapport à six autres devises, est resté pratiquement in-

changé à 100,88. L'euro EUR= a reculé de 0,03 % à 1,1436 dollar.

Le yen JPY= s'est redressé après avoir franchi la barre des 162 pour un dollar, un niveau proche de son plus bas depuis 40 ans, et s'établissait en fin de séance en hausse de 0,17 % à 161,79 pour un dollar. Les opérateurs restaient vigilants quant à une éventuelle intervention, face aux signes d'un possible changement de stratégie de la part des autorités japonaises.

Les rendements des obligations d'État japonaises ont baissé après avoir atteint leurs plus hauts niveaux depuis plusieurs décennies, suite à une émission

de dette à très long terme qui a suscité une forte demande.

Le rendement des obligations américaines de référence à 10 ans US10YT=RR a progressé de 1,62 point de base, passant de 4,479 % lundi en fin de séance à 4,495 %.

Les investisseurs auront une nouvelle indication de l'approche du nouveau président de la Réserve fédérale, Kevin Warsh, en matière de politique monétaire lorsque le compte-rendu de la dernière réunion du Comité fédéral de l'open market (FOMC) sera publié mercredi, le premier sous sa direction.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 06 Juillet 2026
Valeur : 08 Juillet 2026

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	133.0949	133.1099
1	EUR EURO	151.9411	151.9716
1	GBP POUND STERLING	177.5309	177.5509
100	JPY JAPANESE YEN	82.0004	82.0349
1	CNY CHINESE YUAN	19.5941	19.5992
1	CHF SWISS FRANC	165.2532	165.2923
1	CAD CANADIAN DOLLAR	93.5641	93.5944
1	DKK DANISH KRONE	20.3267	20.3321
1	SEK SWEDISH KRONA	13.7694	13.7732
1	NOK NORWEGIAN KRONE	13.5303	13.5347
1	AED UAE DIRHAM	36.2380	36.2441
1	SAR SAUDI RIYAL	35.4438	35.4497
1	KWD KUWAITI DINAR	432.547	432.7370
1	TND TUNISIAN DINAR	44.8391	45.2898
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	14.2273	14.2289
1	LYD LIBYAN DINAR	20.7300	20.8365
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.3224	3.3327
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	180.6964	180.6964

BOURSE ZURICH

Les indices repartent de l'avant en fin de matinée

La Bourse suisse retrouvait de l'allant mardi en fin de matinée, dans une actualité conjoncturelle et d'entreprises toute relative. Le SMI se maintenait toutefois à une centaine de points de sa nouvelle marque de référence, inscrite au petit matin la veille avant une fin de séance en eau de boudin.

"En l'absence de données économiques majeures, les marchés digéreront aujourd'hui la réaction hésitante aux résultats de Samsung, l'éventualité d'une réescalade au Moyen-Orient ainsi que les implications potentielles pour l'appétit au risque," abonde Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote.

Les nouvelles d'entreprises helvétiques ne se bousculaient guère au portillon. Les sous-traitants de la tech accusaient le

contrecoup de la chute de Samsung à Séoul, malgré une performance trimestrielle du géant informatique supérieure aux attentes. Les observateurs attribuent le contre-intuitif phénomène à des attentes fantasmées de la part de certains investisseurs, sur fonds d'inquiétudes croissantes autour des valeurs liées à l'intelligence artificielle. Sur le coup de 14h15 paraîtront tout de même les dernières données ADP sur l'emploi privé aux États-Unis, suivies un quart d'heure plus tard par la balance commerciale des biens et services outre-Atlantique au mois de mai.

Sous nos latitudes, les réserves de devises de la Banque nationale suisse (BNS) ont augmenté en juin de 47,89 milliards de francs suisses à 758,79 mil-

liards. La production industrielle allemande a pris de la hauteur au mois de mai, tout comme le déficit commercial français. A l'approche de 11h00, le SMI s'appréciait de 0,39% à 14'359,00 points et le Swiss Leader Index (SLI) de 0,44% à 2311,72 points. Seules quatre des trente principales valorisations accusaient des pertes, toutes les autres se parant de vert. Le Swiss Performance Index (SPI) élargi s'enrobait de 0,27% à 20'221,24 points. Les mastodontes pharmaceutiques Roche (+1,3%) et Novartis (0,1%) avançaient en ordre dispersé. Le premier a publié le copieux menu de ses interventions prévues pour un congrès international contre la maladie d'Alzheimer. Le paquebot alimentaire Nestlé

(+0,2%) mettait la vapeur, chauffé par un relèvement de son objectif de cours par Barclays. Le chimiste verniole Givaudan (+1,0%) a pris une participation non quantifiée dans la jeune pousse zurichoise Microcaps, émanation de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich. Les fournisseurs de centres de calcul et autres équipements électrotechniques ABB (-3,6%) et VAT Group (-2,5%) accusaient les plus lourdes pertes du moment. Les deux autres perdants se nommaient Sandoz et Straumann, sans indications particulières. Sur le marché élargi, Georg Fischer s'appréciait de 1,4%. L'industriel schaffhousois a trouvé un repreneur pour ses activités de fonderie dans l'aéronautique

et les turbines à gaz, pour un produit de quelque 220 millions de francs suisses. La palme revenait toutefois incontestablement à Medartis (+9,5%) gratifié par UBS d'une recommandation à l'achat. Le fabricant de composants industriels Adval Tech (inchangé) s'est engagé à reprendre les activités d'emboutissage du spécialiste des systèmes de fixation SFS (+2,7%). Burckhardt Compression (-3,9% ou 18,00 francs suisses) était traité hors dividende de 18,00 francs suisses. Les représentants de la tech étaient à la peine. Inficon abandonnait 5,9%, Comet 5,3% et AMS-OSRAM 4,7%.

Agence

COMMERCE EXTÉRIEUR

La France fragilisée par les grands contrats et la poussée des importations de voitures

Le déficit commercial français s'est dégradé de 1,5 milliard d'euros pour atteindre 6,9 milliards d'euros en mai 2026. Ce plongeon s'explique par le contrecoup immédiat des exportations de matériel militaire, en recul de 800 millions d'euros, combiné à une accélération continue des importations de voitures étrangères.

Par Agence

Le déficit commercial de la France s'est dégradé à 6,9 milliards d'euros en mai 2026, selon les données brutes de la direction générale des douanes. Ce recul mensuel de 1,5 milliard d'euros efface l'embellie observée en avril, où le besoin de financement des échanges de biens s'était stabilisé à 5,4 milliards d'euros. La contraction des livraisons à l'étranger ramène les exportations globales à 53,6 milliards d'euros sur le mois. L'appareil productif tricolore subit le contrecoup direct du caractère cyclique de ses secteurs de pointe, tandis que la demande intérieure continue de porter les importations à 60,5 milliards d'euros. Sur douze mois, le solde cumulé affiche une perte de 58,9 milliards d'euros.

Le commerce extérieur, otage des grands contrats

Après un mois d'avril particulièrement dynamique en livraisons d'armement, les ventes de matériel français de défense à l'étranger ont reflué de 800 millions d'euros en mai. Cette forte variation rappelle que les performances du commerce extérieur dépendent beaucoup des grands

contrats aéronautiques ou navals, exposant le solde national à des à-coups violents dès qu'un creux de livraison survient. Seule l'Asie offre une respiration avec des exportations en hausse de 600 millions d'euros, propulsées par la Chine et Hong Kong qui s'adjugent 1 milliard d'euros de livraisons supplémentaires. Face à ces exportations erratiques, les importations progressent de 400 millions d'euros, portées par les achats de matériels de transport. Les acquisitions d'automobiles produites hors de France s'accroissent avec une progression de 300 millions d'euros, signalant que ce marché est amplement capté par les constructeurs internationaux. Le secteur aéronautique progresse de 500 millions d'euros à l'exportation, une bouffée d'oxygène insuffisante face à la poussée des importations de voitures particulières.

Le trou d'air de la mécanique et de l'électronique

Au-delà du duel entre la défense et l'automobile, le signal le plus alarmant provient des équipements mécaniques, électroniques et informatiques. Les exportations françaises dans ces secteurs clés de l'industrie de biens d'équipement ont marqué le pas, affichant un repli de 400

millions d'euros sur un mois tandis que le solde de la catégorie se contracte de 600 millions d'euros. Ce fléchissement s'explique par le contrecoup des ventes de matériel électrique, qui reculent de 300 millions d'euros après l'enregistrement d'un grand projet d'éoliennes en mer le mois précédent.

L'allègement de la facture énergétique, en baisse de 400 millions d'euros grâce à un repli des cours des hydrocarbures, n'a pas suffi à redresser les comptes de la nation. Si le recul des approvisionnements en hydrocarbures naturels atteint 800 millions d'euros, il est en partie neutralisé par une hausse de 300 millions d'euros des achats de pétrole raffiné. Les importations en provenance du Proche et Moyen-Orient affichent une légère progression de 100 millions d'euros. Pour les entreprises industrielles françaises, cette situation signifie des pressions accrues sur les investissements de modernisation technologique. La détérioration des flux commerciaux fragilise les trésoreries des sous-traitants et accentue l'écart de performance avec les partenaires de l'Union européenne, zone avec laquelle le solde s'est dégradé de 600 millions d'euros.

PORTUGAL

Le solde budgétaire s'établit à 510 M€ à la fin du premier trimestre

Le Portugal a clôturé le premier trimestre 2026 avec un déficit budgétaire de 0,7 % du PIB. Selon les données de l'INE, le solde budgétaire s'établit à 510 M€ à la fin du trimestre, ce qui représente une détérioration par rapport à la même période de l'année précédente. Ce déficit résulte d'une progression des dépenses plus rapide que celle des recettes, les dépenses ayant augmenté de 7,9 % contre 6 % pour les recettes. La Banque du Portugal prévoit un déficit budgétaire de 0,2 % du PIB pour 2026, puis de 0,5 % en 2027

et en 2028. Cette évolution s'explique par de nouvelles dépenses publiques liées au logement, aux aides consécutives aux tempêtes, à la reconstruction et aux mesures de soutien face à la hausse des prix de l'énergie. L'institution estime que la croissance des dépenses publiques dépassera les limites fixées par les nouvelles règles budgétaires européennes, sans toutefois anticiper de procédure à l'encontre du Portugal, le déficit demeurant faible et les comptes publics proches de l'équilibre.

La dette publique devrait pour sa part continuer de diminuer, passant de 89,7 % du PIB en 2025 à 79,5 % en 2028, plaçant le Portugal sous la moyenne de la zone euro. Le FMI prévoit pour sa part un solde budgétaire équilibré en 2026, contre un déficit de 0,1 % du PIB précédemment estimé, une trajectoire qu'il juge stable pour les années suivantes. La dette publique a augmenté pour le 5ème mois consécutif en mai, atteignant 288,7 Md€, son plus haut niveau en 8 mois. Selon les données publiées par la Banque

du Portugal, cette évolution s'explique principalement par la concentration des opérations de financement de l'État sur le premier semestre de l'année, l'Institut de gestion de la dette publique (IGCP) ayant déjà couvert 65 % des besoins de financement prévus pour 2026. L'IGCP a par ailleurs enregistré un regain d'intérêt pour les certificats d'épargne, des titres de créance destinés aux particuliers, ce qui contribue également à expliquer la hausse de la dette publique en 2026.

Agence

CHINE

Pékin est disposé à maintenir des échanges de haut niveau avec la Norvège

La Chine est disposée à maintenir des échanges de haut niveau avec la Norvège et à consolider les fondements politiques des relations bilatérales, et est convaincue que la Norvège continuera à adhérer fermement à la politique d'une seule Chine, ce qui est également conforme aux objectifs et principes de la Charte des Nations Unies, a déclaré lundi le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi. M. Wang, qui est également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a fait ces déclarations lors d'une

rencontre avec le Premier ministre norvégien Jonas Gahr Store à Oslo. M. Store a déclaré que la Norvège espérait maintenir la dynamique des échanges de haut niveau avec la Chine, élargir la coopération dans des secteurs émergents tels que l'économie verte et l'intelligence artificielle, renforcer la communication et la coordination sur les questions internationales et régionales, soutenir les Nations Unies dans l'exercice de leur rôle central et défendre le multilatéralisme. La Norvège s'est activement engagée dans l'aide internationale au développement au fil

des ans et veut continuer d'apporter d'importantes contributions à la promotion de la coopération Nord-Sud, a-t-il ajouté.

M. Wang a tout d'abord transmis à M. Store les salutations des dirigeants chinois, soulignant que la visite fructueuse du Premier ministre en Chine en 2024 avait donné un nouvel élan au développement des relations bilatérales. Notant que la Norvège avait été l'un des premiers pays occidentaux à avoir établi des relations diplomatiques avec la République populaire de Chine, M. Wang a déclaré que cela re-

flétait la vision stratégique à long terme de la Norvège. Grâce aux efforts conjoints des deux parties, les relations sino-norvégiennes ont maintenu une dynamique de développement saine, a-t-il fait savoir, ajoutant que les deux parties avaient su dépasser leurs différences en matière de systèmes sociaux, d'histoire et de culture, tout en renforçant continuellement leur confiance mutuelle dans un esprit de respect réciproque, en favorisant la coopération et en gérant de manière appropriée leurs divergences.

R. I.

ITALIE

2026, une année record pour le tourisme

Au premier semestre, le pays a enregistré une hausse des arrivées de 4,4% par rapport à la même période l'année dernière. 2026 a été une année record pour le tourisme italien. Les données des agences de voyages en ligne publiées sur Alloggiati Web (source en italien), complétées par les statistiques officielles du ministère du Tourisme et de l'Istat, révèlent un taux d'occupation de 51,2 %, nettement supérieur à celui de l'Espagne et de la France, respectivement de 42,8 et 32,9 %.

Et en juin et juillet, le taux de saturation progresse respectivement de 13,4 % et de 10 % par rapport à la même période de l'an dernier. Les régions des lacs affichent le taux de saturation le plus élevé (54 %), devant les stations thermales et balnéaires (toutes deux à 51 %).

Par rapport à l'année précédente, la hausse est presque le double de la moyenne nationale, qui reste en dessous de 4,5 %.

Les chiffres du ministère de l'Intérieur confirment que 2026 sera une année d'or pour le tourisme en Italie, et particulièrement en Sardaigne.

Le prix moyen d'une nuitée s'élève à 153 euros, contre 170 euros en Espagne et 195 euros en Grèce. Au premier semestre 2026, on observe une nette hausse des arrivées, de 4,43 % par rapport à la même période de 2025, sur l'ensemble du territoire national.

Les régions ayant enregistré la plus forte progression des arrivées touristiques sont, dans l'ordre : la Calabre, l'Ombrie, le Piémont, la Sardaigne, les Pouilles et la Ligurie.

Les arrivées en provenance de l'étranger progressent de 6,45 % (avec des performances remarquables en Calabre +23,19 %, dans les Pouilles +14,63 %, les Abruzzes +14,04 %, le Molise +13,14 %, la Basilicate +11,55 %, la Sardaigne +11,44 %, le Piémont +10,38 %), tout comme les arrivées de touristes italiens (+1,97 %), avec des pics en Ombrie (+13,64 %) et en Ligurie (+8,89 %).

Les chiffres sont particulièrement positifs pour le tourisme extra hôtelier (+7,46 %), tandis que les établissements hôteliers enregistrent une croissance de 2,27 %.

"Ces chiffres confirment que, dans un monde de défis mondiaux, le secteur touristique italien continue d'enregistrer des résultats record. Le secteur se révèle de plus en plus stratégique et confirme son rôle de pilier de l'économie nationale. Le ministère continuera à investir et à regarder vers l'avenir avec optimisme", a affirmé le ministre du Tourisme Gianmarco Mazzi.

Synthèse R E

CRYPTO

Le memecoin de Donald Trump a fait perdre 3,8 milliards de dollars à ses investisseurs

Il y en a beaucoup qui perdent dans le monde des cryptos. Surtout quand ils suivent l'un des moins bons influenceurs dans le domaine : Donald Trump.



Le président des États-Unis est un homme politique d'un genre unique, et ce, pour plusieurs raisons. L'une d'elle est son manque d'hésitation à se lancer dans des aventures financières alors même qu'il est le chef de la première nation de la planète. Un mélange des genres qui avait notamment accouché de la création d'un memecoin, le \$Trump - une véritable catastrophe industrielle pour ceux qui ont tenté l'investissement.

Près d'1 million de personnes ont perdu presque 3,8 milliards de dollars au total dans le memecoin \$TRUMP

Trois jours avant son investiture, Donald Trump étonnait une fois encore la planète en lançant son memecoin, le \$TRUMP. Une crypto qui avait beaucoup attiré, l'élection de l'homme politique en novembre 2024 ayant été le début

d'un grand rallye du Bitcoin. Sauf que l'opération était loin d'être une bonne idée, comme nous l'apprend une étude de la firme d'analyse crypto, Nansen. Celle-ci, dont le New York Times se fait l'écho, nous apprend ainsi que 988 905 comptes avait, à la fin du mois de juin, perdu de l'argent dans cet investissement. Et quand on cumule les pertes de chacun de ces comptes analysés, on arrive au chiffre dantesque de 3,8 milliards de dollars !

Donald Trump a lui gagné 1,4 milliard de dollars dans les cryptomonnaies en 2025

Il faut dire que depuis son record le plus haut, à plus de 75 dollars, le \$TRUMP a perdu près de 98% de sa valeur, avec un cours aujourd'hui qui tourne autour des 1,65 dollar. Mais si cette cryptomonnaie a été une catastrophe pour la majorité des portefeuilles

d'investisseurs, elle a été profitable à Donald Trump. Dans une récente déclaration de patrimoine, le locataire de la Maison Blanche a ainsi dévoilé avoir encaissé 636 millions de dollars grâce à ce seul memecoin. Et de manière plus générale, l'homme d'affaires a réussi en 2025 à gagner 1,4 milliard de dollars grâce à ses placements dans les cryptomonnaies, soit les deux tiers des revenus qu'il a réussi à générer l'an dernier (2,2 milliards de dollars).

XBOX

3 200 licenciements et quatre studios cédés, Asha Sharma acte le grand reset

Xbox supprime 3 200 postes sur l'exercice fiscal 2027, dont 1 600 dès aujourd'hui, et se sépare de quatre studios. Asha Sharma qualifie elle-même cette restructuration de « la plus significative de l'histoire de Xbox ». C'est une phrase qu'on ne lit pas souvent dans un memo interne d'entreprise : « Notre business n'est pas sain. » Asha Sharma, qui a pris les rênes de Xbox en début d'année, n'a pas cherché à édulcorer le diagnostic. Dans un message adressé à ses équipes ce lundi, relayé par Bloomberg, la CEO acte le plus grand plan social de l'histoire de la division jeu vidéo de Microsoft, tout en lâchant quatre studios vers de nouveaux horizons. Ce que ça dit de Xbox : la stratégie d'expansion tous azimuts engagée depuis 2018 a échoué, et personne ne feint plus le contraire.

Les 3 200 licenciements Xbox, symptôme d'une décennie ratée

Les chiffres sont brutaux. Sur l'ensemble de l'exercice fiscal 2027, 3 200 postes disparaissent chez Xbox, tous studios et toutes fonctions confondus, d'Activision à

Blizzard en passant par Bethesda, King, Mojang et Xbox Game Studios. Sharma est directe sur les raisons : Xbox opère « à des marges 3 à 10 fois inférieures à celles des plateformes et éditeurs comparables », et perd 64 centimes pour chaque dollar investi. Le Game Pass, censé être le moteur de croissance, n'a pas compensé l'affaiblissement du cœur de métier, notamment après une hausse de prix de 50 % qui a fait fuir des millions d'abonnés. Ce n'est pas une surprise totale. Depuis plusieurs revirements stratégiques ces derniers mois, les signaux d'alerte s'accumulaient. Les équipes plateforme sont aujourd'hui 40 % plus importantes qu'en début de génération alors que la base de joueurs et le temps de jeu ont reculé. Dans certaines divisions, les décisions traversaient jusqu'à 14 couches hiérarchiques. Sharma veut passer à 5 niveaux maximum, voire 3.

Quatre studios quittent Xbox, Arkane Lyon dans le flou

Le volet studios est le plus symbolique. Double Fine et Compulsion



Games retrouvent leur indépendance, leurs IP et leur catalogue. Ninja Theory et Undead Labs sont en passe d'être rachetées par des tiers, avec un financement garanti pour mener à bien Senua et State of Decay 3. Ces quatre studios représentent environ 350 employés,

selon des sources proches du dossier. Aucun jeu first-party déjà annoncé n'est annulé à ce stade, précise Sharma. Le cas Arkane Lyon reste suspendu. Le droit du travail français impose une consultation préalable du comité social et économique

avant toute décision de fermeture, de cession ou de scission. Le sort du jeu Blade, en développement dans ce studio, reste donc inconnu. Xbox accumule les décisions difficiles depuis plusieurs trimestres, mais celle-ci touche directement des équipes créatives en France. Mojang et King, eux, passent sous la supervision directe de Sharma, et Helen Chiang est promue au poste de directrice des opérations, une première pour Xbox. Sharma parle de « reset », un mot soigneusement choisi pour ne pas dire « échec ». Sur le papier, la trajectoire est lisible : concentrer les ressources sur Minecraft, Elder Scrolls, Halo et les franchises à fort potentiel, dégraisser le reste. Mais cette restructuration est la troisième vague massive de licenciements en moins de trois ans chez Xbox. La question n'est plus de savoir si Sharma a le bon diagnostic : elle est de savoir si Microsoft laissera suffisamment de temps à sa division jeu vidéo pour que le traitement fasse effet, dans une industrie qui, elle, n'attend personne.

POUR REMPLACER LE MODEL X

Tesla lance un Model Y à 6 places

L'absence de Tesla Model X se fait ressentir, mais le fabricant a une solution. Un nouveau Model Y doté de 6 places fait son apparition sur certains marchés, pour combler le vide laissé par l'arrêt de l'ancien SUV haut de gamme.

Tesla vient de mettre en vente aux États-Unis une nouvelle déclinaison de son Model Y, baptisée Long Wheelbase. Le véhicule, dont le tarif démarre à 61 990 dollars, se distingue de la version standard par une carrosserie allongée d'environ 18 centimètres. Ce rallongement permet d'ajouter une troisième rangée de sièges mais apporte aussi plusieurs améliorations techniques.

Une stratégie éprouvée

Tesla ne réinvente pas la roue ici. Le constructeur a déjà eu recours à ce type de déclinaison pour booster ses ventes. C'est en effet bien plus facile que de lancer de nouveaux modèles. La version allongée du Model Y avait d'abord été commercialisée en Chine l'année dernière, où elle avait contribué à relancer les ventes dans un marché sous pression face à des concurrents locaux comme BYD. Le lancement américain du Tesla Model Y à 6 places s'inscrit dans la continuité d'un deuxième trimestre jugé solide par les analystes, porté notamment par un rebond des ventes en Europe. Selon ces analystes, de telles initiatives pourraient relancer durablement les ventes de Tesla, mettant fin à deux années de baisse.

Trois rangées pour tout ranger

Niveau dimensions, le Model Y Long Wheelbase titille les 5 mètres, avec sa longueur de précisément 4,98 mètres. L'espace supplémentaire permet d'accueillir six passagers répartis sur trois rangées, selon une configuration 2-2-2 avec des sièges individuels. Tesla avait auparavant proposé une option sept places sur le Model Y standard. Toutefois, cette version avait été vivement critiquée, en raison du



manque d'espace.

À l'intérieur, peu de changement. La planche de bord est centrée autour d'un écran tactile de 16 pouces pour les passagers avant. Les occupants de la deuxième rangée disposent d'un écran de 8 pouces fixé derrière la console centrale. Les chargeurs sans fil ont été revus à la hausse, avec une puissance de 50 watts et un système de refroidissement actif pour éviter la surchauffe, ce qui est toujours bienvenu.

Tesla revoit le confort, mais pas l'autonomie

Le modèle vendu aux États-Unis est équipé d'une batterie de 83 kWh, légèrement inférieure aux 88 kWh de la version produite en Chine. Tesla annonce malgré tout une autonomie d'environ 520 kilomètres.

Côté suspension, Tesla annonce une deuxième génération de son système avec amortissement adaptatif. Aussi, le fabricant fait différer le diamètre des pneus avant et arrière. L'habitacle bénéficie d'un vitrage acoustique 360 degrés, d'un toit à revêtement argenté conçu pour limiter l'échauffement, et d'un filtre à air de type HEPA.

Les sièges de la deuxième rangée sont des fauteuils indépendants avec chauffage, ventilation, accoudoirs électriques et rabattement électrique. En troisième rangée, les dossiers s'inclinent électriquement, et chaque passager dispose de ses propres aérations et d'un éclairage individuel. Les sièges ne sont en revanche ni chauffés ni ventilés.

Après la Chine et d'autres pays d'Asie, le Tesla Model Y avec 6 places arrive aux États-Unis. L'Europe pourrait suivre dans les mois ou l'année à venir, si Tesla décide d'étendre la disponibilité de ce modèle.

La Hongrie se rend compte qu'elle a un gros problème avec les usines de batteries pour voitures électriques

La Hongrie a changé de camp avec le successeur de Viktor Orbán qui met déjà les fabricants de batteries devant leurs obligations.

Une marque chinoise est même contrainte d'arrêter sa production dans un pays qui a accueilli pendant des années à bras ouverts les Coréens et Chinois pour qu'ils construisent des usines de batteries. En cause, des pollutions massives des eaux.

La Hongrie était pourtant au courant du problème depuis des années.

Depuis le changement à la tête de la Hongrie, les choses semblent s'emballer du côté des fabricants de batteries pour voitures électriques.

Nous l'évoquions plus tôt dans l'année, mais ce « petit » pays d'Europe a tout fait pendant des années pour attirer les investisseurs étrangers : constructeurs automobiles de tout segment bien sûr, mais aussi spécialistes de la batterie lithium.

Des milliards de défiscalisation et d'incitation à implanter des usines qui, sur le papier, ont fait le bonheur du pays et des salariés.

Au total, 26 milliards d'euros auraient été investis par des entreprises étrangères en Hongrie sur à peine quelques années.



Mais comme le résume assez bien le nouveau premier ministre hongrois, successeur de Viktor Orbán : la Hongrie a peut-être trop privilégié l'économie au détriment de l'environnement ces dernières années. Au point de devoir désormais serrer la vis.

Un fabricant chinois de batteries épinglé

Samsung SDI n'était pas le seul fabricant dans le viseur de certains responsables politiques. Mais avec la nouvelle orientation politique, les choses bougent vite. Nos confrères de Reuters annoncent notamment que la Hongrie a suspendu la licence de production de l'industriel chinois Semcorp.

En cause, une pollution massive à l'aluminium dans les eaux souterraines autour de l'usine. Un cas loin d'être isolé : CATL, Samsung SDI et même des constructeurs d'automobiles seraient dans le viseur des autorités. Lesquelles avaient pourtant toutes les données en main pour sévir.

D'autant plus que la problématique ne touche pas que l'eau : dans le cas de l'usine de Samsung SDI, la pollution de l'air est en cause avec une ventilation et un filtrage inadapté

des particules fines. Le gouvernement de Viktor Orbán avait simplement décidé de donner un sursis à Samsung.

La fin de l'âge d'or en Hongrie ?

A force d'attirer à tout va les industriels étrangers sans contrôle, la Hongrie s'est peut-être mis dans une situation délicate. « Nous devons rétablir l'équilibre entre développement industriel et protection de l'environnement. Ces seize dernières années, cet équilibre a basculé entièrement en faveur de l'industrie. Ceux qui violent sans cesse la réglementation, mettent en danger la santé et la sécurité du peuple hongrois et ignorent les lois hongroises n'ont pas leur place en Hongrie », commente dans une publication le nouveau premier ministre Peter Magyar.

Espérons quand même que de telles affaires ne ressortiront pas pour les autres usines de fabrication de batteries. Car des entreprises telles qu'ACC ou Verkor, qui produisent en France, n'ont clairement pas besoin de ce genre de « publicité » alors que la montée en puissance de la fabrication des batteries est toujours aussi délicate.

Mots fléchés

AMÉRICAIN RAGEUSE- MENT		TIENT LE COU LIMITÉE		EMBAR- CADÈRE LIE		INAUGURA- TION SIGNAL		BISOU NOTE		A SA CLÉ ISSU
→		▼		▼		▼		▼		▼
ALLUMEUSE ECOSSAIS										ANIMÉ
→				PARTICULE CINÉASTE RUSSE	▶			GRANDE ÉCOLE		DROGUE
AUXILIAIRE DEVANT L'ÉGLISE					MARCHEUR	▶				
→						ÉTAIN MÉTAL	▶		RAPPORT AVANT MIDI	
SUPPORTS FAMEUX GENDRE					ABEILLES	▶				
→				GREFFA	▶			CHANGE- MENT COQUILLE		
PETIT TÊTU EXPLOSIF					POIDS DES ANS PORTE TÊTE	▶			FRÈRE DE MOÏSE	OUVRE LA BIBLE
→				OVNI ANGLAIS	▼					PETIT COUTEAU
GERMAIN PARESSEUX								ETHNIE HABILLÉ		
→				DÉFUNT PÈRE INDIGNE	▶			GROS LÉZARD	▶	
RELATIF PROMOTION						EXPLOSE NOTE	▶			
→				SUR LE CALENDRIER	▶			CAPITALE DU MAGHREB	▶	
HÉSITATION					SERPEN- TAIRE	▶				FER

PÉTROLE

Les cours repartent à la hausse

Les cours du pétrole progressent mardi, portés par la situation encore volatile dans le détroit d'Ormuz avec la reprise des tensions géostratégiques. Vers 09H00 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, prenait 1,44% à 73,03 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en août, gagnait 1,34% à 69,47 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mercredi 8 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

HAUT-COMMISSARIAT À LA NUMÉRISATION dzds.dz, seul lien officiel du portail national des services numériques

Le Haut-Commissariat à la Numérisation a indiqué, mardi dans un communiqué, que le seul lien officiel du portail national des services numériques Dzair Digital Services est dzds.dz. Dans ce cadre, le Haut-Commissariat a appelé l'ensemble des utilisateurs à "vérifier l'adresse du site afin d'éviter toute confusion ou de tomber sur des sites non officiels".

ACCIDENT DE LA ROUTE 28 morts et 1644 blessés en une semaine

Vingt-huit (28) personnes sont décédées et 1644 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus durant la période allant du 28 juin au 4 juillet en cours dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 6 morts et 37 blessés dans 11 accidents de la circulation.

Par ailleurs, le dispositif de surveillance des plages a permis de sauver 4665 personnes de noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1494 autres et d'évacuer 250 personnes vers les structures sanitaires locales, a ajouté la même source, déplorant toutefois 14 décès par noyade en mer et 5 autres dans des réserves d'eau.

En outre, les unités de Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 2972 incendies, notamment urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (283 incendies), Constantine (158 incendies) et Annaba (148 incendies).

Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte, la Protection civile est intervenue pour l'extinction de 363 incendies du couvert végétal dont 11 incendies de forêts, 10 incendies de maquis, 33 incendies de broussailles, 153 incendies de récoltes, 44 incendies d'arbres fruitiers, 84 incendies de bottes de foin et 28 incendies de palmiers à travers plusieurs wilayas du territoire national.

MÉMOIRE ENVIRONNEMENTALE

Une commission nationale pour recenser les crimes écologiques du colonialisme

Une nouvelle étape dans la préservation de la mémoire nationale vient d'être franchie avec l'intégration pleine et entière de la dimension environnementale. Réunie à l'occasion de la première session de la Commission ministérielle mixte de la mémoire environnementale, organisée dans le cadre des célébrations du 64e anniversaire de la Fête de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, cette instance a fixé les grandes orientations d'un ambitieux programme destiné à recenser, analyser et documenter scientifiquement les atteintes portées à l'environnement durant la période coloniale. Présidant cette première réunion, la ministre de l'Environnement et de la Qualité de vie, Kaoutar Krikou, a présenté une feuille de route articulée autour d'une démarche scientifique et institutionnelle visant à constituer un dossier solide sur les crimes environnementaux du colonialisme français.

Dans son intervention, la ministre a rappelé que la mémoire environnementale est « une partie intégrante de la mémoire nationale », soulignant que son département, en collaboration avec le ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, a engagé depuis plusieurs mois un travail de fond pour structurer ce nouveau chantier mémoriel.

Elle a indiqué que cette démarche vise à mettre en lumière « les plus graves séquelles du colonialisme contre l'homme et la nature », rappelant que la politique coloniale s'est caractérisée par un système de répression méthodique qui ne s'est pas limité aux populations, mais a également ciblé les ressources naturelles, les écosystèmes et les paysages algériens. Selon la ministre, les pratiques coloniales ont conduit à l'exploitation intensive des richesses naturelles, à la destruction du couvert végétal et à une dégradation durable de l'environnement, dont les effets continuent de se faire ressentir plusieurs décennies après l'indépendance.

Une commission créée pour bâtir un dossier scientifique

La ministre a rappelé que la Commission

ministérielle mixte de la mémoire environnementale a été installée au début du mois de novembre 2025 afin de coordonner les efforts des différents secteurs concernés. Cette première session marque ainsi le lancement effectif de ses travaux, avec pour première mission d'établir un inventaire historique et scientifique des sites ayant subi des dommages environnementaux à travers le territoire national.

« Nous posons aujourd'hui la première pierre de ce chantier », a-t-elle affirmé, en expliquant que la commission travaillera à l'identification des zones affectées par les bombardements au napalm, l'utilisation de gaz toxiques prohibés par les conventions internationales, les essais nucléaires ainsi que les autres pratiques destructrices ayant porté atteinte aux écosystèmes durant la période coloniale. L'un des axes majeurs de la feuille de route présentée par la ministre consiste à élaborer une carte nationale numérique recensant l'ensemble des sites ayant subi des dommages environnementaux liés à la colonisation.

Cette base de données géoréférencée permettra de localiser précisément les zones concernées et servira de support aux investigations scientifiques qui seront conduites sur le terrain. La ministre a précisé que cette cartographie constituera un outil stratégique pour les différentes institutions impliquées dans ce dossier et facilitera le suivi des opérations d'expertise. La feuille de route prévoit ainsi l'organisation de missions d'inspection sur les différents sites identifiés, accompagnées d'analyses physiques et chimiques des sols afin d'évaluer précisément les niveaux de contamination et les impacts persistants sur les milieux naturels. Ces investigations devront permettre de mesurer l'ampleur réelle des dégradations causées à la biodiversité, aux ressources naturelles, aux sols ainsi qu'aux écosystèmes végétaux et animaux. La ministre a insisté sur le fait que les résultats de ces travaux reposeront sur des preuves scientifiques irréfutables, issues d'études, de recherches spécialisées et d'expertises de ter-

rain. Pour sa part, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tachirif, a souligné que cette initiative s'inscrit pleinement dans la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur de la préservation de la mémoire nationale. Il a rappelé que les crimes coloniaux ne se sont pas limités aux massacres, aux déplacements forcés ou aux destructions matérielles, mais ont également visé la nature à travers la politique de la terre brûlée, le semis de millions de mines, les essais nucléaires et la destruction des forêts au napalm. Selon lui, ces pratiques constituent « un crime complet contre la nature et la vie », dont les séquelles demeurent visibles aujourd'hui.

Les travaux de cette rencontre ont été couronnés par l'adoption d'une série de recommandations, parmi lesquelles l'approbation de la carte nationale préliminaire des sites d'importance environnementale liés aux séquelles des crimes coloniaux comme document national de référence, appelé à être régulièrement actualisé et enrichi au gré des études et des investigations de terrain. Les participants ont également préconisé l'enrichissement du guide scientifique numérique par les résultats des recherches et des analyses environnementales, ainsi que l'élaboration d'un programme national destiné à parachever les opérations d'inventaire, de suivi et d'études environnementales sur les sites concernés, selon des priorités scientifiques et techniques. Ils ont, en outre, recommandé la création d'une base de données nationale de la mémoire environnementale, regroupant les cartes, les documents historiques, les images satellitaires, les résultats de laboratoire et l'ensemble des données scientifiques pertinentes, ainsi que l'aménagement d'un espace dédié à la mémoire environnementale au sein du futur Musée national de l'environnement et de la biodiversité, sous la supervision du ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie.

Par R.E.

VENEZUELA

Reprise prochaine des vols commerciaux à l'aéroport de Caracas

Les autorités vénézuéliennes ont annoncé, mardi, la reprise de vols commerciaux "sous peu" à l'aéroport de Caracas, endommagé par le double séisme du 24 juin.

"J'ai ordonné l'activation immédiate d'un plan alternatif qui permettra de reprendre,

sous peu, les vols commerciaux sur la piste parallèle dont dispose cet aéroport", a déclaré la présidente par intérim du Venezuela, Delcy Rodríguez, après s'être rendue sur place pour évaluer la situation. L'aéroport international "Simon Bolivar" est situé à La Guaira, au nord de la capitale

vénézuélienne, épice de deux séismes du 24 juin qui ont fait plus de 3.500 morts et détruit de nombreux immeubles résidentiels. L'aéroport, le plus important du pays caribéen, est actuellement partiellement ouvert aux vols humanitaires. L'une des pires catastrophes

sismiques survenues en Amérique latine a laissé des milliers de personnes sans abri et plusieurs milliers d'autres sont toujours portées disparues, en particulier dans la région de La Guaira, gravement touchée.

APS

LÉGISLATIVES

La présidente de la Cour constitutionnelle reçoit les PV des résultats provisoires des élections

La présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, a reçu, mardi, le président par intérim de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane, accompagné de membres du Conseil de l'Autorité, qui lui a remis les procès-verbaux (PV) des résultats provisoires des élections législatives, tenues le 2 juillet. L'opération a porté sur la remise

des PV de dépouillement et de centralisation des suffrages relatifs à ce scrutin, dans le cadre des procédures légales en vigueur, en prévision de la proclamation des résultats définitifs des élections, conformément aux dispositions des lois régissant le processus électoral. Dans une déclaration à la presse, M. Khelfane a indiqué qu'"une copie du communiqué comportant les

résultats provisoires de l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) du 2 juillet dernier a été remise à la Cour constitutionnelle, ainsi que la liste des candidats élus à ce scrutin, classés par ordre, selon les wilayas et les partis politiques, ainsi que pour la communauté nationale établie à l'étranger".

"Il a été procédé également à la remise

des pièces sur lesquelles s'appuie la Cour constitutionnelle, dans le cadre de ses missions, en préparation de la proclamation des résultats définitifs, après examen des recours déposés, tant par les partis politiques que par les listes indépendantes, et ce dans un délai de 48 heures", ajoute M. Khelfane.

APS